

# ANNEXES

## TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 – Corpus d'étude	1
Annexe 2 – Grille d'analyse	36
Annexe 3 – Résultats d'analyse	37

## Annexe 1 – Corpus d'étude<sup>1</sup>

### 1. Ensemble 1 : discours en réaction, issus du site Internet du PTB

#### 1.1. Les entreprises du bel-20 vont verser 5 milliards de dividendes : il y a de la marge pour des augmentations de salaire<sup>2</sup>

Rédaction en ligne - 12 mars 2021

**17 des entreprises du Bel-20 ont déjà annoncé qu'elles verseraient des dividendes cette année. Au total, cela représente un peu plus de 5 milliards d'euros. Le service d'études du PTB a calculé qu'une augmentation salariale de 5 % dans ces entreprises coûterait 1,2 milliard d'euros. Cela ne représente qu'un quart du montant des dividendes annoncés.**

« Cela confirme que dans toute une série de grandes entreprises, il y a de la marge pour augmenter davantage les salaires, constate Raoul Hedebouw, porte-parole du PTB. C'est pourquoi nous exigeons que la loi de 1996 soit modifiée et que la norme salariale soit rendue indicative, afin que les travailleurs aient la liberté de négocier de vraies augmentations. »



« Ce n'est pas normal que, dans ces entreprises, les salaires soient bloqués à un misérable maximum de 0,4 %, poursuit Raoul Hedebouw. Ce sont les travailleurs qui font tourner les entreprises, beaucoup ont continué à travailler à fond malgré le covid, d'autres ont perdu des

<sup>1</sup> Nous avons reproduit dans cette annexe les discours qui composent notre corpus de recherche. Nous avons repris les discours écrits tels qu'ils étaient publiés sur le site Internet ou sur Facebook, avec les illustrations, les tableaux ou les émoticônes qu'ils contiennent, leur mise en page ainsi que leurs marques typographiques particulières, telles que les soulignements ou les caractères en gras. Nous présenterons les conditions de transcription des discours oraux lorsque nous les rencontrerons, en note de bas de page pour l'ensemble 5, à la page 24.

<sup>2</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 12 mars). *Les entreprises du bel-20 vont verser 5 milliards de dividendes : il y a de la marge pour des augmentations de salaire*. Consulté le 15 mars 2021 sur [https://www.ptb.be/les\\_entreprises\\_du\\_bel\\_20\\_vont\\_verser\\_5\\_milliards\\_de\\_dividendes\\_il\\_y\\_a\\_de\\_la\\_marge\\_pour\\_des\\_augmentations\\_de\\_salaire](https://www.ptb.be/les_entreprises_du_bel_20_vont_verser_5_milliards_de_dividendes_il_y_a_de_la_marge_pour_des_augmentations_de_salaire)

revenus, la moindre des choses, c'est qu'ils aient droit aujourd'hui à une véritable augmentation. »

C'est pourquoi le PTB demande que la loi de 1996 soit modifiée et que la norme salariale devienne indicative. De cette façon, les travailleurs auraient la liberté de négocier de vraies augmentations de salaire.

Le porte-parole du PTB, Raoul Hedebouw, ainsi que Marc Goblet, l'ancien secrétaire général de la FGTB, ont déposé un projet de loi en ce sens.

« Bien sûr, ce ne sera pas les mêmes augmentations dans toutes les entreprises, poursuit Raoul Hedebouw, mais les salaires ne peuvent pas servir de variable d'ajustement. Au contraire, en les augmentant, on contribue à relancer la consommation et donc aussi la reprise économique. »

## 1.2. *Le PTB plaide pour une approche plus large des violences intrafamiliales*<sup>3</sup>

Rédaction en ligne - 9 mars 2021

**Ce mardi 9 mars, le comité d'avis pour l'Émancipation sociale de la Chambre a approuvé une résolution qui concerne la lutte contre les violences intrafamiliales. Le PTB s'est prononcé en faveur de ce texte. Si la députée fédérale PTB Maria Vindevoghel salue l'avancée, elle regrette toutefois que la majorité n'aborde pas le problème de manière plus large. Elle a plaidé pour que la composante des inégalités socio-économiques entre femmes et hommes soient prises en compte dans la problématique des violences intrafamiliales.**

« Cette résolution est un grand pas en avant vers une approche transversale des violences intrafamiliales, déclare Maria Vindevoghel. Mais je suis déçue que la résolution ne fasse pas du renforcement de la position socio-économique des femmes une priorité dans la lutte contre ce problème. La résolution affirme à juste titre que les femmes sont particulièrement touchées par ce type de violences. Dommage que les partis de la majorité n'appliquent pas cette lecture de genre également sur l'aspect socio-économique. »

Pour le PTB, si l'on veut lutter efficacement contre ce phénomène, il est en effet essentiel de renforcer l'indépendance financière des femmes. Actuellement, à cet égard, elles sont encore souvent dépendantes de leur partenaire. Cela contribue à l'inégalité des relations de pouvoir au sein du couple et augmente le risque de violences.

De plus, dans une telle situation d'inégalité, il est plus difficile pour les victimes de fuir : « Les femmes ont souvent des emplois rémunérés au salaire minimum, souligne la députée PTB. Elles occupent également majoritairement les temps partiels, ou sont contraintes de vivre avec des allocations très basses. Imaginez devoir fuir un partenaire violent avec vos enfants alors que vous ne gagnez que le salaire minimum... Si le gouvernement veut s'attaquer sérieusement aux violences intrafamiliales, il ne peut pas ignorer la nécessité de renforcer l'indépendance financière des femmes. »

Maria Vindevoghel a déposé un amendement à la résolution en ce sens, dans lequel figurent des mesures concrètes qui peuvent renforcer structurellement la position socio-économique des

---

<sup>3</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 9 mars). *Le PTB plaide pour une approche plus large des violences intrafamiliales*. Consulté le 15 mars 2021 sur [https://www.ptb.be/le\\_ptb\\_plaide\\_pour\\_une\\_approche\\_plus\\_large\\_des\\_violences\\_intrafamiliales](https://www.ptb.be/le_ptb_plaide_pour_une_approche_plus_large_des_violences_intrafamiliales)

femmes. Elle plaide pour l'augmentation du salaire minimum à 14 euros brut de l'heure, et pour le relèvement de toutes les allocations au-dessus du seuil de pauvreté européen.

Bien que le gouvernement considère la lutte contre les violences intrafamiliales comme une priorité, tous les partis de la majorité ont voté contre l'amendement du PTB. « Une occasion manquée, déplore Maria Vindevoghel. D'abord, la majorité fait traîner cette résolution indéfiniment, puis elle refuse de prendre en compte la question de la position socio-économique des femmes. »

Maria Vindevoghel n'a pas l'intention d'accepter cela sans broncher. Elle se sent soutenue par la combativité de nombreuses femmes et hommes qui ont mené des actions ce 8 mars pour une meilleure approche du problème des violences faites aux femmes. Pour elle, la résolution adoptée ce mardi est un premier pas, parmi les nombreuses étapes qui seront nécessaires pour une approche plus large des violences intrafamiliales.

### 1.3. *Comment les toutes grandes fortunes échapperont à la taxe comptes-titres bis*<sup>4</sup>

Marco Van Hees - 13 janvier 2021

**Annonçant un impôt sur « les épaules les plus larges », le gouvernement De Croo et ses 4 partis de gauche ont simplement recyclé la taxe comptes-titres du gouvernement précédent. Outre un taux microscopique de 0,15 %, le problème est que cette taxe ne cible pas... les épaules les plus larges. Explications.**

Lorsque les co-formateurs Alexander De Croo (Open Vld) et Paul Magnette (PS) annoncent fièrement la constitution du gouvernement dit « Vivaldi », le 1<sup>er</sup> octobre 2020, le second s'empresse d'annoncer « un impôt sur la fortune en 2021 », ajoutant : « On va lever le secret bancaire. »<sup>1</sup> Mais quelques jours plus tard, le président du MR, Georges-Louis Bouchez lève le pot aux roses socialistes : « Il s'agit d'une taxe comptes-titres, c'est un secret de polichinelle. »<sup>2</sup> Sans cadastre des fortunes, ni suppression du secret bancaire.

En effet, cette prétendue contribution des « épaules les plus larges » n'est finalement qu'un simple copié-collé de la taxe sur les comptes-titres du très droitier gouvernement Michel, qui avait conçu une taxe placebo, à portée essentiellement symbolique. Une taxe visant les seuls comptes-titres, c'est-à-dire les comptes bancaires via lesquels il est possible d'acheter et vendre des actions et autres titres financiers. C'est en effet la seule formule ne nécessitant ni la fin du secret bancaire, ni la constitution d'un cadastre des fortunes, deux tabous que les libéraux imposent à leurs partenaires socialistes et écologistes.

La FGTB avait pourtant prévenu dans son mémoire pour les élections de 2019 : « La FGTB plaide pour l'introduction d'une réelle taxation des fortunes en Belgique. Les mesures que l'on peut qualifier d'écrans de fumée, adoptées sous ce gouvernement telles que les taxes contre la spéculation ou la taxe sur les comptes-titres sont largement insuffisantes. »<sup>3</sup> La CSC avait, elle aussi, trouvé cette taxe « très timide vu les inégalités de richesses en Belgique ».

---

<sup>4</sup> VAN HEES, M. (2021, 13 janvier). *Comment les toutes grandes fortunes échapperont à la taxe comptes-titres bis*. Consulté le 20 mars 2021 sur [https://www.ptb.be/comment\\_les\\_toutes\\_grandes\\_fortunes\\_chapperont\\_la\\_taxe\\_comptes\\_titres\\_bis](https://www.ptb.be/comment_les_toutes_grandes_fortunes_chapperont_la_taxe_comptes_titres_bis)

C'est toutefois cet écran de fumée que recycle la Vivaldi, reprenant même le taux microscopique de 0,15 % de la version Michel. Parmi les modifications, il relève le patrimoine plancher à partir duquel s'applique la taxe : de 500 000 euros, il passe à un million. Toutefois, la taxe ne s'applique désormais plus aux personnes, mais aux comptes-titres mêmes. Ce qui signifie que si quatre personnes possèdent un compte-titre de 1,2 million d'euros (par exemple, quatre héritiers d'un défunt titulaire), ils sont soumis à la taxe, alors que le patrimoine financier de chacun n'est que de 300 000 euros. Et inversement, si une même personne possède trois comptes-titres de 900 000 euros, elle risque de passer entre les mailles du filet et d'échapper à la taxe.

Pourtant, le principal problème de la taxe comptes-titres bis est ailleurs. Le défaut fondamental, c'est le fait qu'un seul élément du patrimoine est visé : les titres détenus sur un compte-titres. Tous les autres types de patrimoines sont exclus. Entre autres, le patrimoine immobilier, mais surtout le patrimoine financier ne passant *pas* par un compte-titre. Ce qui le cas pour les plus fortunées des grandes fortunes. La contribution sur les épaules les plus larges ne cible donc pas... les épaules vraiment les plus larges.

Cette discrimination entre type de patrimoine, taxé et non taxé, était l'un des motifs de l'annulation en 2019 de la taxe comptes-titres du gouvernement Michel par la Cour constitutionnelle, qui l'a jugée discriminatoire. La version du gouvernement De Croo remédie à d'autres griefs de la Cour, mais pas celui qui nous semble le plus fondamental, la non-taxation des autres types de patrimoine. Illustrons cela par quelques exemples...

Jef Colruyt : une fortune de 3,2 milliards €, une taxe de 0 €

Prenons le **baron Jef Colruyt**, 7<sup>e</sup> fortune belge avec des avoirs s'élevant à 3,2 milliards d'euros.<sup>4</sup> Cette fortune – qui a bien profité de la crise du coronavirus – est essentiellement composée d'actions du groupe Colruyt.

Que fait un petit ou moyen investisseur qui veut acquérir des actions Colruyt ? Il va à sa banque, ouvre un compte-titres et passe l'ordre via PC-banking d'acheter, par exemple, mille actions Colruyt au cours de 49 euros pour un montant total 49 000 euros. Ce compte bancaire lui permettra également de percevoir les éventuels dividendes distribués par le groupe Colruyt et, bien sûr, de revendre les actions quand il le désire. Le compte-titres est donc l'instrument des relativement « petits joueurs », même si le patrimoine de ceux-ci peut dépasser le million d'euros.

Jef Colruyt, lui, ne détient pas ses actions Colruyt via un compte-titres. Il possède des actions nominatives qui sont inscrites au registre des titres que doit tenir chaque société. Ce registre mentionne le nombre total d'actions émises par la société, le nombre d'actions détenues par chaque actionnaire ainsi que leur données d'identification (qu'il s'agisse de personnes physiques ou de sociétés) et encore quelques autres données.

On peut donc dire que les actions Colruyt sont détenues par deux types d'actionnaires : ceux qui sont connus par le groupe Colruyt (via le registre des titres) et ceux qui sont connus par les banques (via les comptes-titres). Seule la seconde catégorie est soumise à la taxe sur les comptes-titres.

Dès lors, combien la famille Colruyt, qui possède environ 77 millions d'actions Colruyt, va-t-elle payer au titre de la taxe sur les comptes-titres ? 0 euro puisqu'elle possède 0 action via des

comptes-titres. À l'instar de toutes les autres très grandes fortunes belges, qui toutes détiennent des actions nominatives et ne vont jamais, comme de vulgaires petits épargnants, ouvrir un compte-titres dans une banque.

La famille Boël, également milliardaire, est aussi – via son holding Sofina – une importante actionnaire de Colruyt, dont elle détient quelque 7,5 millions d'actions. Mais de la même manière, la Sofina détient des actions nominatives inscrites au registre de la société Colruyt et ne payera donc, elle non plus, le moindre euro en guise de taxe sur les comptes-titres.

Luc Bertrand et sa fille Alexia : une fortune de 1,7 milliard €, une taxe de 0 €

Le **baron Luc Bertrand** préside le puissant holding Ackermans & van Haaren (AvH), coté à la Bourse de Bruxelles et actif dans une série de secteurs dont le dragage (Dema), la banque (Delen), l'immobilier, etc. Il a épousé Fabienne Ackermans, issue d'une des deux familles actionnaires historiques du groupe, avec laquelle il a eu notamment Alexia Bertrand, active en politique. Les familles Bertrand, Ackermans et van Haaren représentent la 12<sup>e</sup> fortune de Belgique avec un patrimoine de 1,7 milliard d'euros.

**Alexia Bertand**, actuelle cheffe de groupe MR au Parlement bruxellois, est également administratrice d'AvH, siégeant au conseil présidé par papa. Une fonction qu'elle occupait déjà lorsqu'elle était cheffe de cabinet du vice-Premier ministre libéral Didier Reynders, à l'époque du gouvernement Michel. À ce titre, elle était chargée de négocier la première mouture de la taxe sur les comptes-titres. Sa famille étant mise à contribution pour zéro euro, on se doute qu'elle a accepté cette taxe beaucoup plus facilement que s'il s'agissait d'un véritable impôt sur la fortune.

Le métier d'un holding est de détenir des participations dans d'autres sociétés. C'est le cas d'AvH qui détient de gros paquets d'actions de nombreuses sociétés dans divers secteurs. Mais jamais via des comptes-titres. Les familles Bertrand, Ackermans et van Haaren détiennent elles-mêmes 33 % des actions AvH à travers une cascade de sociétés. Accrochez-vous : ces familles contrôlent la fondation néerlandaise Stichting Administratiekantor Het Torentje, qui contrôle la société néerlandaise Palamount SA, qui contrôle la société luxembourgeoise Apodia International Holding BV, qui contrôle la société néerlandaise Celfloor SA, qui contrôle la société luxembourgeoise Belfimas SA, qui contrôle la société belge Scaldis Invest SA, qui possède 33 % d'AvH...

À aucun échelon de cette cascade, des actions de sociétés ne sont détenues via des comptes-titres. Les Bertrand et consort payeront donc zéro euro de taxe sur les comptes-titres.

La famille Boël : des châteaux et de milliers d'hectares, une taxe de 0 €

Nous l'avons mentionné plus haut, le patrimoine immobilier n'est pas visé non plus. Pourquoi ? Paul Magnette donne cette explication : « La taxe sur les comptes-titres était la voie la plus sûre. (...) Le fédéral ne pouvait agir que sur le patrimoine mobilier, l'immobilier relevant des Régions. »<sup>5</sup>

Cette affirmation est une contre-vérité flagrante qu'aucun juriste n'oserait soutenir. D'ailleurs, des députés PS ont introduit à la Chambre une proposition de loi visant à introduire un impôt (fédéral) sur les grands patrimoines, tant immobiliers que mobiliers (financiers). Si l'immobilier

n'a pas été retenu par la Vivaldi, c'est plutôt car cela aurait nécessité la fusion de plusieurs bases de données, ce qui est la définition même d'un cadastre des fortunes, tabou des libéraux.

Prenons la **famille Boël**. Selon le journaliste Ludwig Verduyn, cette 16<sup>e</sup> fortune belge détient un patrimoine financier de 1,6 milliard d'euros à travers le holding Sofina (dont l'ancien Premier ministre libéral Guy Verhofstadt est administrateur). Si l'on ne prend pas seulement les Boël portant le nom, mais l'ensemble des descendants du fondateur de l'empire capitalistique, Gustave Boël (1837-1912), unis par mariage à d'autres grandes et riches familles (Bracht, de Spoelberch, Emsens, Goblet d'Alviella, Janssen, Solvay, Thys, Vaxelaire, etc.), on arrive à un montant deux à trois fois plus important, sans même compter les fortunes spécifiques des familles liées. Et sans compter non plus leur immense patrimoine immobilier.

En effet, Domanoy, la société immobilière « collective » des descendants de Gustave Boël, possède à elle seule 2 400 hectares de terres dans le Brabant wallon, outre des fermes multicentennaires et d'autres bâtiments. À côté de ça, plusieurs de ces descendants détiennent eux-mêmes des châteaux et prestigieux domaines.

Citons par exemple, à Court-Saint-Étienne, le château-ferme du Chenoy (140 pièces) du comte Pol Boël, le domaine de Beauregard de Jacques Boël (l'ex-père de Delphine), le château des comtes Goblet d'Alviella du comte Richard Goblet d'Alviella (qui porte bien son prénom), le domaine du Champia du comte Michaël Goblet d'Alviella (bourgmestre de Court-Saint-Étienne). Citons encore le château de Michel Boël à Watermael-Boitsfort, le château de Wavrin occupé par le gendre de feu le comte Pol Boël à La Louvière, l'immense et somptueux domaine des Janssen à La Hulpe (type habitat groupé nécessitant une auto pour aller d'un manoir à l'autre), le château de Lombise de Marc-Éric Janssen de la Boëssière-Thiennes, etc.

Malgré la taille de ces châteaux et des parcs qui les abritent, ils ne sont souvent que des secondes résidences, les occupants possédant également des maisons de maître à Bruxelles, des villas au Zoute, des chalets dans les Alpes, des mas en Provence et autres demeures de prestige. À combien s'élèvera la taxe sur les comptes-titres due sur le patrimoine tant financier qu'immobilier des Boël ? 0 euro.

Marc et Nicolas Saverys : d'immenses domaines de chasse, une taxe de 0 €

Active historiquement dans les anciens chantiers navals de Boelwerf, la **famille Saverys** s'est enrichie en détournant un beau paquet d'a[r]gent public destiné à ce secteur en difficulté. Grâce à ce magot, la génération actuelle s'est bien reconvertie. Nicolas Saverys, 54<sup>e</sup> fortune belge avec 421 millions d'euros est à la tête de la société de transport maritime gazier Exmar (dont l'ex-Premier ministre Verhofstadt a été administrateur). Son frère Marc Saverys, 65<sup>e</sup> fortune belge avec 368 millions d'euros, dirige la Compagnie maritime Belge (CMB). Leur sœur Virgine Saverys, 82<sup>e</sup> fortune belge avec 276 millions d'euros, est actionnaire d'Euronvav et CMB.

Si Virginie Saverys entretient une passion lucrative pour le vin, avec des participations dans certains des plus renommés domaines viticoles italiens, ses frères ne pratiquent que des sports démocratiques : tennis, ski, golf, voile, plongée en haute mer, vol en hélicoptère et, surtout, chasse. Pour tirer le cerf ou le sanglier, Marc et Nicolas ont fait main basse sur une grande partie des bois de la région de Saint-Hubert, capitale de la chasse. Les patrons flamands sont devenus les seigneurs de ces contrées wallonnes, courtisés et servis par les mandataires locaux.

L'adrénaline d'une partie de chasse, rien de tel pour courtiser des clients. Il faut juste s'assurer de l'abondance d'un gibier nourri illégalement pour éviter de revenir bredouille.

C'est d'abord le grand frère Marc qui a acquis à Libin le château Buchay, son parc de 50 hectares ainsi que 700 hectares de bois. Il a fait somptueusement rénover la demeure, y installant par exemple une bibliothèque tout en chêne inspirée des châteaux de la Loire. Pour éviter les bouchons du dimanche soir sur l'autoroute ardennaise, il fait le déplacement en hélicoptère.

Ensuite, Nicolas Saverys s'est fait construire le château de Warinsart, perdu au milieu des immensités boisées qu'il possède entre Saint-Hubert et Libramont. Le chemin privé qui y mène, depuis un embranchement presque invisible sur la nationale 86, fait un kilomètre de long.

Quel sera le montant de taxe sur les comptes-titres dont devront s'acquitter les Saverys sur leurs avoirs financiers, leurs domaines vinicoles, leurs domaines de chasse, leurs châteaux et leurs hélicoptères ? 0 euro.

Thomas Leysen : une impressionnante collection d'art, une taxe de 0 €

Les deux techniques les plus rapides pour s'enrichir sont la naissance et le mariage. Si **Thomas Leysen** et son frère aîné **Christian Leysen** ont profité de la première, leur père **André Leysen** (1927-2015) a goûté à la seconde en épousant en 1951 Anna Ahlers, héritière de la société Ahlers, agence maritime allemande active dans le port d'Anvers. Avant ce mariage, il nourrissait un autre amour, pour le national-socialisme, s'engageant dans les jeunesses hitlériennes, la Waffen SS, le front de l'Est et la collaboration, ce qui lui vaudra quatre mois de prison et... un demi-siècle au firmament du monde des affaires.

Aujourd'hui, Thomas Leysen est lui aussi un patron bien en vue du capitalisme belge, actif dans l'industrie (Umicore), la finance (KBC) ou la presse (groupe Mediahuis) et ayant sa place dans les puissants cercles patronaux internationaux que sont le groupe de Bilderberg et la Table ronde des industriels européens. Sa fortune évaluée à 50,8 millions d'euros le place au 374<sup>e</sup> rang des fortunes belges.

Et c'est sans compter la valeur de sa grande collection d'œuvres d'art, développée depuis ses jeunes années et alimentée sans trop toujours regarder à la manière. Ainsi, en 2012, lorsque la famille de Roest d'Alkemade vend son château Hof ter Linden, près d'Anvers, aux autorités publiques, elle soustrait des tableaux appartenant au mobilier castral pour les vendre discrètement à Leysen. Une affaire qui finira au tribunal.

Christian Leysen, classé à 472<sup>e</sup> avec « seulement » 37 millions d'euros, dirige les sociétés Ahlers et Anacom. Il est en outre député fédéral Open Vld, membre de la commission Finances à la Chambre. À ce titre, il a rédigé une proposition de loi afin d'accorder une déduction fiscale sur... les achats d'œuvre d'art. Une initiative que l'on peut qualifier de fraternelle.

À combien se montera la taxe sur les comptes-titres que les Leysen devront payer sur leur patrimoine financier et sur la collection d'œuvres d'art ? 0 euro. On suppose donc que le député Christian Leysen n'aura aucune difficulté à voter en faveur du projet de loi instaurant la taxe lorsqu'elle arrivera en commission Finances de la Chambre.

Les trente milliardaires belges : une fortune totale de 83 milliards €, une taxe de 0 €

Un faible taux de taxation multiplié par une base imposable à l'allure d'un bloc d'emmenthal dont les trous seraient plus volumineux que le fromage : il ne faut pas s'attendre à ce que la taxe comptes-titres bis fournisse un haut rendement.

Selon les estimations du SPF Finances, qui s'est lui-même basé sur les enquêtes annuelles réalisées par la multinationale de conseil Capgemini, 132 000 Belges auraient une fortune financière dépassant le million d'euros, leur patrimoine moyen s'élevant à 2,5 millions. Ce qui donne un patrimoine total de 330 milliards d'euros. Le SPF Finances estime que 54 % de ce montant est détenu sur des comptes-titres, ce qui suppose que la taxe de 0,15 % s'appliquerait sur un patrimoine de 178,2 milliards d'euros, soit un rendement de 267,3 millions d'euros pour les personnes physiques.

Comme la taxe s'applique aussi aux comptes-titres des sociétés, il faut y ajouter 161,4 millions d'euros : les entreprises non financières belges détiendraient 717,4 milliards d'euros d'investissements, dont 15 % seraient détenus sur des comptes-titres de plus d'un million d'euros. Soit 107,61 milliards d'euros soumis à un taux de 0,15%, soit des recettes présumées de 161,4 millions d'euros pour les sociétés.

Le rendement total de la taxe comptes-titres bis (personnes physiques et sociétés) atteindrait donc 428,7 millions d'euros.<sup>6</sup> Ce qui représente à peine 0,36 % des recettes fiscales perçues par le pouvoir fédéral.<sup>7</sup>

On peut aussi comparer ce rendement de 428,7 millions d'euros à ce que rapporterait la Taxe des millionnaires du PTB appliquée ne fut-ce que sur les trente familles milliardaires de Belgique. Sachant que leur fortune cumulée atteint 83 milliards, le rendement annuel serait de 2,5 milliards d'euros. À la place, la taxe comptes-titres appliquée au patrimoine de ces milliardaires rapportera... 0 euro.

Conclusion : défendons la véritable Taxe des millionnaires et non sa version placebo, la taxe comptes-titres bis. Une Taxe des millionnaires qui peut rapporter au total 8 milliards d'euros et constituer source de financement pour les pensions, la santé, l'enseignement, les investissements verts...

*1. Le Soir, 3 octobre 2020 • 2. Le Soir, 9 octobre 2020 • 3. Mémoire 2019 de la FGTB, n° 2, p. 11 • 4. Selon l'estimation du journaliste Ludwig Verduyn, De 200 rijkste belgen – De Vermogens ontbloot, Kritak-Lannoo, 2020, p. 25 • 5. La Libre Belgique, 1<sup>er</sup> décembre 2020 • 6. Données fournies par L'Écho, 2 décembre 2020 • 7. Recettes fiscales perçues par le pouvoir fédéral pour 2021 : 119,3 milliards €, cf. Budget 2021, Exposé général, p. 99.*

## 2. Ensemble 2 : discours à l'initiative du parti, issus du site Internet du PTB.

### 2.1. *La priorisation des groupes à risque pour le vaccin contre le covid s'éternise : le PTB tire la sonnette d'alarme*<sup>5</sup>

Rédaction en ligne - 6 mars 2021

Ce mois-ci, outre les plus de 65 ans, tous les patients à risque souffrant de graves problèmes de santé devraient également être vaccinés contre le Covid. En tant que médecin généraliste, Sofie Merckx, députée PTB, voit de ses propres yeux à quel point cette phase importante de la campagne de vaccination s'éternise : « Une fois de plus, le gouvernement est en retard et mal organisé. »

Elle détaille les problèmes actuels [dans un dossier à télécharger ici.](#)

« Le gouvernement ne donne pas aux généralistes les bons outils pour identifier les patients à risque. Cela fait des mois que nous attendons désespérément les logiciels nécessaires. Le Conseil supérieur de la Santé a émis un avis sur les groupes cibles prioritaires il y a huit mois maintenant. Mais, depuis lors, rien n'a bougé. Une fois de plus, le gouvernement est en retard et mal organisé. »

Pour la députée PTB, il est inacceptable que les libéraux, francophones comme néerlandophones, tout comme le ministre bruxellois de la Santé Alain Maron (Ecolo), se résignent à ce que la vaccination des patients à risque ne soit plus prioritaire.

« Face à l'amateurisme de leurs gouvernements respectifs, ils semblent se résoudre à revoir leurs ambitions à la baisse. Or, il est impératif que les patients à risque soient protégés dès que possible maintenant, tout comme les personnes de plus de 65 ans. Ce que les gouvernements doivent faire maintenant, c'est passer à la vitesse supérieure et non baisser les bras », affirme Sofie Merckx.

En tant que généraliste, Sofie Merckx reçoit régulièrement des appels téléphoniques de patients inquiets. « Juste après la conférence de presse du 8 janvier, où les différents ministres de la Santé ont annoncé leur nouvelle stratégie, une de mes patientes m'a appelée. Une dame de 40 ans chez qui nous avons diagnostiqué il y a 3 ans une maladie pulmonaire très rare. Elle m'a demandé comment et quand elle pourrait être vaccinée. Elle a également écrit aux ministres, il y a un mois, mais, depuis, chaque cabinet se renvoie la balle et elle ne parvient pas à obtenir de réponse claire », explique Sofie Merckx.

Les généralistes eux-mêmes se sentent démunis. « Pour l'instant, je suis moi aussi incapable de répondre à mes patients. Le logiciel permettant d'identifier les patients à risque devrait être disponible depuis des mois, or, ce n'est pas le cas. Ces problèmes auraient certainement pu être évités si le gouvernement avait pris le taureau par les cornes dès que le Conseil supérieur de la Santé a remis son avis. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas consulté les généralistes à ce moment-là pour lancer des projets pilotes ? Aujourd'hui encore, nous n'avons aucune garantie

---

<sup>5</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 6 mars). *La priorisation des groupes à risque pour le vaccin contre le covid s'éternise : le PTB tire la sonnette d'alarme.* Consulté le 15 mars 2021 sur [https://www.ptb.be/la\\_priorisation\\_des\\_groupes\\_risque\\_pour\\_le\\_vaccin\\_contre\\_le\\_covid\\_s\\_ternise\\_le\\_ptb\\_tire\\_la\\_sonnette\\_d\\_alarme](https://www.ptb.be/la_priorisation_des_groupes_risque_pour_le_vaccin_contre_le_covid_s_ternise_le_ptb_tire_la_sonnette_d_alarme)

que les outils que nous recevrons fonctionneront efficacement. Je croise les doigts, mais je crains le pire », ajoute Sofie Merckx.

Le parti de gauche appelle le gouvernement à passer à la vitesse supérieure et à impliquer les médecins généralistes dans le déploiement de la campagne de vaccination. « Le gouvernement s'est montré incapable d'anticiper et de préparer au mieux cette phase de la vaccination. En l'absence d'un système solide de soins primaires préventifs, ce manque de préparation fait que notre pays n'est, une fois de plus, pas prêt à faire face à la situation. Il est temps pour les autorités de passer à la vitesse supérieure », conclut Sofie Merckx.

## 2.2. « *Le gouvernement fédéral doit soutenir la levée du brevet sur le vaccin devant l'organisation mondiale du commerce* »<sup>6</sup>

Rédaction en ligne - 10 mars 2021

**Le PTB demande à la Belgique et à l'Europe de soutenir aujourd'hui devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) une proposition visant à lever le brevet sur le vaccin contre le Covid-19. Le parti de gauche entend ainsi intensifier la production de vaccins et éviter autant que possible les retards de livraison. « Le flou qui règne par rapport aux livraisons de Johnson & Johnson confirme l'urgence d'agir sur les droits de propriété intellectuelle », a déclaré l'eurodéputé PTB Marc Botenga.**

Après les retards de livraison accusés par Pfizer et AstraZeneca, c'est aujourd'hui Johnson & Johnson qui annonce de possibles retards dans la livraison de son vaccin. Une annonce qui intervient au moment même où une proposition est déposée à l'OMC en vue de lever les droits de propriété intellectuelle sur les vaccins contre le Covid-19. Le PTB soutient cette proposition. Partager la technologie relève désormais du simple bon sens

« Selon Oxfam, à peine 43 % de la capacité de production de vaccins disponible est utilisée au niveau mondial. Les brevets limitent la production parce que seule une poignée d'entreprises détiennent des droits de monopole sur le vaccin. Partager la technologie relève désormais du simple bon sens », affirme Marc Botenga.

L'Inde et l'Afrique du Sud ont soumis une proposition de suspension des droits de propriété intellectuelle à l'OMC en octobre dernier. Elles veulent ainsi ouvrir la production de vaccins à autant de pays que possible. Plus d'une centaine de pays, dont les États membres de l'Union africaine, soutiennent entretemps cette proposition, tandis que les pays riches, en particulier l'Union européenne et les États-Unis, font de l'obstruction.

Marc Botenga : « La Belgique et l'Union européenne doivent cesser de bloquer cette proposition. Avec tous les variants qui apparaissent, nous savons que personne ne sera en sécurité tant que tout le monde ne sera pas protégé contre le Covid-19. En suspendant les droits de propriété exclusifs sur le vaccin, de nombreuses autres entreprises pourront le produire. Pour l'Europe, mais aussi pour le reste du monde. »

---

<sup>6</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 10 mars). « *Le gouvernement fédéral doit soutenir la levée du brevet sur le vaccin devant l'organisation mondiale du commerce* ». Consulté le 15 mars 2021 sur [https://www.ptb.be/\\_le\\_gouvernement\\_f\\_d\\_ral\\_doit\\_soutenir\\_la\\_lev\\_e\\_du\\_brevet\\_sur\\_le\\_vaccin\\_devant\\_l\\_organisation\\_mondiale\\_du\\_commerce](https://www.ptb.be/_le_gouvernement_f_d_ral_doit_soutenir_la_lev_e_du_brevet_sur_le_vaccin_devant_l_organisation_mondiale_du_commerce)

Le PTB rappelle que des milliards d'euros de fonds publics ont été injectés pour développer les vaccins. Selon le parti de gauche, si les droits de propriété intellectuelle sur le vaccin ne sont pas encore abolis, c'est uniquement à cause de la soif de profit des entreprises privées. 2,5 millions de personnes sont mortes du coronavirus dans le monde. Il est temps que la priorité aille à la santé plutôt qu'au profit

« Pfizer veut une marge bénéficiaire de 30 %. Mais même des entreprises qui ont assuré ne pas vouloir faire de profit sur le vaccin reconnaissent que cette promesse est temporaire, et refusent donc, elles aussi, de libérer leurs brevets, souligne l'eurodéputé PTB. 2,5 millions de personnes sont mortes du coronavirus dans le monde. Il est temps que la priorité aille à la santé plutôt qu'au profit. C'est le seul moyen d'accélérer la production dans le monde entier, au lieu de remplir les poches des grands actionnaires via les dividendes. »

Une initiative citoyenne européenne [#NoProfitOnPandemic](#) soutenue par une large coalition d'ONG et de syndicats, appelle également l'Union européenne à s'engager dans cette voie.

### 2.3. 8 mars : nous nous battons encore pour du pain et des roses<sup>7</sup>

Maartje De Vries - 9 mars 2021

**Avec Marianne, l'organisation des femmes du PTB, j'ai mené des actions le 8 mars. Pour un salaire minimum de 14 euros, pour une vraie prise en main des violences contre les femmes et pour une véritable dépenalisation du droit à l'avortement.**

*Maartje De Vries, présidente de Marianne*

Quand on me demande pourquoi la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, le 8 mars, est toujours d'actualité 100 ans après sa première célébration, je n'ai pas besoin d'y réfléchir à deux fois. La lutte pour l'égalité reste une nécessité absolue, pour la bonne raison que l'inégalité est encore grande, et qu'elle est structurellement ancrée dans notre société. Parce que la crise du coronavirus exacerbe les inégalités, et que le gouvernement, soi-disant féministe, poursuit sur de nombreux fronts des politiques qui ne feront qu'exacerber les inégalités. Avec Marianne, l'organisation des femmes du PTB, j'ai donc mené des actions le 8 mars. Pour un salaire minimum de 14 euros, pour une vraie prise en main des violences contre les femmes et pour une véritable dépenalisation du droit à l'avortement.

Le 8 mars est la Journée internationale des femmes, ou plutôt : la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. C'est peut-être plus long à dire, mais c'est ce qui fait la différence entre une journée de célébration, de fête ou une journée de lutte. Et c'est de lutte qu'il s'agit. L'histoire de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes est intimement liée à la lutte des femmes qui travaillent. Pour du pain et pour des roses.\*

De 1908 à aujourd'hui

1908. Le 8 mars, les ouvrières du textile de New York descendent dans la rue. Elles veulent des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail et l'abolition du travail des enfants. Les femmes réclament « du pain et des roses ».

---

<sup>7</sup> DE VRIES, M. (2021, 9 mars). *8 mars : nous nous battons encore pour du pain et des roses*. Consulté le 15 mars 2021 sur [https://www.ptb.be/8\\_mars\\_nous\\_nous\\_battons\\_encore\\_pour\\_du\\_pain\\_et\\_des\\_roses](https://www.ptb.be/8_mars_nous_nous_battons_encore_pour_du_pain_et_des_roses)

1917. Les ouvrières du textile sont à nouveau sur les barricades. Cette fois-ci à Saint-Pétersbourg. Elles entraînent avec elles des dizaines de milliers de personnes dans leur grève, et protestent contre la pénurie alimentaire massive, les horreurs de la guerre et contre le Tsar. Leur slogan : « Du Pain et la Paix ».

1921. À la suite de la grève de 1917, le Secrétariat international des Femmes de la IIIe Internationale communiste a déclaré officiellement le 8 mars Journée internationale de lutte pour les droits de femmes. Depuis lors, cette journée est consacrée aux droits des femmes dans le monde entier. En 1978, cette journée a également été reconnue par les Nations unies.

2021. Nous nous battons encore pour du pain et des roses. Pour des salaires plus élevés, pour le droit à l'avortement, contre la violence. En Belgique aussi. Cela me peine souvent que tant de personnes doutent encore de la nécessité de lutter pour l'égalité. Ils pensent que les femmes exagèrent... Mais de quoi parle-t-on ?

Chaque année, les femmes gagnent en moyenne 23,7 % de moins que les hommes. Souvent parce qu'elles sont obligées de travailler à temps partiel. Du fait qu'elles assument la plus grande partie des tâches à la maison, des soins à leur entourage ou parce qu'elles ne peuvent pas obtenir de contrat à temps plein.

### La pandémie révèle le travail invisible des femmes

Qui dit écart salarial, dit écart de pension. Les pensions des femmes sont en moyenne 34 % inférieures à celles des hommes. Une femme sur trois a une pension inférieure à 750 euros.

En outre, notre société reste imprégnée de sexisme, de violence sexuelle, de violence intrafamiliale et d'innombrables autres formes d'inégalité et de discrimination.

La pandémie a également des répercussions sur ce plan. Elle révèle au grand jour le travail invisible et sous-valorisé des femmes. La classe travailleuse a maintenu et maintient encore le pays debout. De nombreux secteurs qui ont continué à tourner sont des secteurs typiquement féminins comme la santé, le nettoyage, la distribution... Ces femmes sont en première ligne contre le virus et sont confrontées à des risques élevés, souvent pour des salaires très bas. Pendant la pandémie, de nombreuses personnes ont perdu une partie de leurs revenus. Cela va accroître l'inégalité financière entre femmes et hommes. La perte de revenus des femmes a été deux fois plus élevée que celle des hommes au cours du deuxième trimestre de l'année dernière. Cela fait mal, surtout lorsque vous avez déjà un faible salaire. Une de mes amies, Tine, est aide-ménagère. Elle n'a déjà, de toute façon, qu'un maigre salaire de 11,5 euros de l'heure. Chaque mois, c'est un puzzle pour joindre les deux bouts. Depuis l'apparition du virus, elle a dû être mise en quarantaine à plusieurs reprises. Chaque euro qu'elle perd pèse lourd sur ses moyens de subsistance et ceux de ses enfants. La nécessité d'augmenter le salaire minimum est évidente. Tout le monde a droit à un revenu décent. Pendant les élections, on a fait de nombreuses promesses à ce sujet, mais aujourd'hui, nous n'en voyons pas encore le résultat. C'est pourquoi j'ai fait campagne le 8 mars pour un salaire minimum à 14 euros de l'heure. Ce serait une bonne chose pour toutes les personnes qui travaillent, et surtout pour les femmes.

### 29 féminicides depuis le 1er janvier 2020

Les confinements augmentent la violence intrafamiliale. Depuis le début de l'année dernière, il y a déjà eu au moins 29 féminicides. En « temps normal », on estime qu'une femme sur cinq serait victime de violence de la part de son partenaire. Une étude de l'Université de Liège montre que la violence intrafamiliale a augmenté d'un tiers pendant la période du coronavirus. Pourtant, on attend toujours une véritable approche coordonnée du problème des violences à

l'égard des femmes. C'est pourquoi j'ai fait campagne le 8 mars pour une vraie prise en main des violences à l'égard des femmes.

Et puis, il y a le droit à l'avortement. Ce droit est combattu avec acharnement, tant au niveau international qu'en Belgique. Ce droit est toujours le premier sacrifié quand la droite conservatrice a son mot à dire. En 2019, plusieurs partis ont déposé une proposition de loi visant à dépenaliser l'avortement et à en prolonger le délai légal. Bien qu'une majorité des parlementaires à la Chambre y soit favorable, cette proposition a servi de monnaie d'échange politique dans les négociations gouvernementales. Tous les partis du gouvernement, sauf un, sont favorables à la proposition, mais celle-ci a été mise au congélateur. Il est incompréhensible que les partis soi-disant progressistes sur le plan éthique se plient à la volonté du CD&V et sacrifient les droits des femmes pour participer au gouvernement. Les 500 femmes qui se rendent chaque année aux Pays-Bas pour se faire avorter au-delà de 12 semaines sont donc abandonnées à leur sort. Il s'agit souvent de femmes vulnérables qui sont livrées à elles-mêmes. Avec Marianne et le PTB, nous continuons à défendre cette proposition de loi. C'est pourquoi j'ai fait campagne le 8 mars pour que l'avortement soit dépenalisé une fois pour toutes, et que le délai soit porté à 18 semaines.

Nous pouvons gagner

Avec Marianne, l'organisation de femmes du PTB, j'ai participé aux actions organisées par la société civile féministe. Parce que nous sommes encore loin d'une société où l'égalité existe. Parce que la lutte paie. Les femmes en Argentine le prouvent. Leur lutte acharnée a abouti à une législation progressiste en matière d'avortement. Le fort mouvement féministe contre les violences à l'égard des femmes en Espagne a imposé l'adoption d'une législation forte pour lutter contre ces violences. Dans notre pays, le personnel soignant a obtenu par la lutte un accord d'un milliard d'euros, pour plus de personnel et des salaires plus élevés. Nous pouvons gagner.

*\*Le slogan « Du pain et des roses » fait référence au droit d'exister mais aussi au droit de vivre. Il s'agit de réclamer de meilleures conditions de rémunération et de travail, mais aussi les droits des femmes et le droit à une vie digne. Ce slogan était déjà utilisé en 1908. En 1911 a été écrite la célèbre chanson portant le même titre (« Bread and Roses »), qui allait devenir un chant de lutte.*

#### 2.4. *Ashland : après 50 jours de lutte, les travailleurs obtiennent des victoires*<sup>8</sup>

Rédaction en ligne - 2 février 2021

**Le personnel de l'entreprise chimique Ashland à Doel a fait grève pendant exactement 50 jours. Ouvriers et employés, les trois syndicats unis. Une direction arrogante veut supprimer 39 des 167 emplois. Le reste du personnel était censé prendre en charge le travail supplémentaire, en travaillant plus d'heures pour le même salaire. Après plus d'un mois et demi de grève, les travailleurs ont fait supprimer une grande partie du plan de la direction.**

Ashland est une multinationale américaine qui produit de la méthylcellulose, à Kallo (Doel). Il s'agit d'une substance adhésive utilisée notamment dans les gels pour les mains, mais aussi pour

---

<sup>8</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 2 février). *Ashland : après 50 jours de lutte, les travailleurs obtiennent des victoires*. Consulté le 20 mars 2021 sur [https://www.ptb.be/ashland\\_apr\\_s\\_50\\_jours\\_de\\_lutte\\_les\\_travailleurs\\_obtiennent\\_des\\_victoires](https://www.ptb.be/ashland_apr_s_50_jours_de_lutte_les_travailleurs_obtiennent_des_victoires)

des applications industrielles. En raison de la crise du coronavirus, la demande pour ce produit n'a fait qu'augmenter.

« Nous avons fait beaucoup d'heures supplémentaires ces derniers mois, raconte un ouvrier au piquet. Nous ne sommes pas restés inactifs une seule journée. Après la première vague, nous avons reçu un jour de vacances supplémentaire en guise de remerciement. Nous obtenons des chiffres dont la direction ne pouvait même pas rêver avant. »

Juste avant les fêtes de fin d'années, les travailleurs ont reçu l'annonce d'une restructuration comme cadeau de Noël. « Une vraie gifle, ajoute le travailleur. C'était inacceptable et nous avons vite compris que le combat serait dur. »

Malgré un bénéfice de 15 629 euros par employé, la direction estime les coûts salariaux trop élevés

L'entreprise n'est pas en difficulté, loin de là. Le bénéfice net du site de Doel pour cette année comptable s'élève à 1 537 254 euros. Chaque travailleur a rapporté un profit de 15 629 euros. Moins d'un mois avant l'annonce, le groupe Ashland avait encore annoncé qu'il accorderait un nouveau dividende trimestriel. Au total, en 2020, le groupe a versé pas moins de 55 millions d'euros en dividendes aux actionnaires. Pourtant, selon le directeur de l'usine, Erik Van Hove, « les coûts salariaux sont trop élevés ». Dans la logique capitaliste, le profit n'est jamais suffisant, il en faut toujours plus.

Mais est-ce ainsi que, dans l'industrie, on remercie les héros de la crise du coronavirus ? Comme dans de nombreuses autres entreprises, ces travailleurs ont continué à bosser sans répit. La direction et les actionnaires ont été les seuls à bénéficier de la crise. Exiger que les ouvriers et les employés fassent désormais des sacrifices salariaux afin d'augmenter encore les bénéfices est un manque total de respect.

*L'article continue en-dessous de la photo.*



Le président du PTB, Peter Mertens, en visite au piquet de grève à Ashland.

De plus, ce conflit a lieu au moment où débutent les négociations pour l'accord interprofessionnel (AIP) entre les employeurs et les syndicats. C'est également dans ce cadre que la marge de négociation salariale dans les secteurs et les entreprises sera fixée. Ce qui rend cette lutte encore plus importante. Qu'on rogne sur la part des travailleurs d'entreprises rentables pour verser encore plus aux actionnaires est inadmissible. Ce devrait justement être le moment d'augmenter la part de ceux qui travaillent dans ces entreprises.

## Les trois leçons à tirer de la lutte chez Ashland

Pour de nombreux travailleurs d'autres entreprises et secteurs, la détermination des ouvriers et des employés d'Ashland force le respect. Comment est-il encore possible de faire grève pendant 50 jours à l'heure actuelle ?

### 1. Solidarité et unité

Tous ceux qui sont venus saluer les grévistes chez Ashland ont été admiratifs de la forte unité et de la solidarité entre les trois syndicats, les ouvriers et les employés, les jeunes et les plus âgés, tout au long des semaines de lutte. Alors que les directions s'acharnent souvent à briser l'unité entre les ouvriers et les employés, ou entre les travailleurs de jour et ceux des autres shifts, celle-ci n'a pas réussi sa tentative de division. Les gens sont restés solidaires pendant des semaines. Il n'y avait pas de non-grévistes parmi le personnel : tous les jours, il y avait du monde au piquet. Les équipes se sont relayées à tour de rôle, pour mener des actions dans le respect des règles sanitaires.

La direction a d'abord fait comme si elle ne se souciait pas de la reprise de la production mais, la semaine dernière, la relance de la production n'allait pas assez vite pour elle.

La solidarité ne s'est pas arrêtée pour autant. D'autres entreprises du secteur (pétro)chimique sont venues en soutien aux travailleurs d'Ashland : BASF, Bayer, Ineos Phenol, Arlanxco, Evonik, Air Liquide, Indaver...

### 2. Ne pas céder aux menaces et au chantage

Malgré les menaces de la direction de procéder à de nombreux autres licenciements s'ils n'acceptaient pas le plan, les travailleurs d'Ashland n'ont jamais cédé au chantage. Le directeur a même menacé de fermer une partie de l'usine si la grève ne prenait pas fin. Mais les syndicats et les travailleurs ont persévéré aussi longtemps qu'ils le pouvaient. Même après l'ultimatum de mardi, après sept semaines aux portes de l'usine, la grève s'est poursuivie de manière solidaire. Les collègues qui avaient des doutes ont finalement été convaincus de rester à l'extérieur de l'usine.

### 3. La lutte paie

Oui, la grève a porté ses fruits. Les semaines de sacrifices, de perte de salaire et d'incertitude n'ont pas été vaines. La multinationale a dû faire marche arrière. Les 144 heures supplémentaires qui devaient être effectuées chaque année pour le même salaire ont été supprimées. La prise en compte de l'ancienneté dans l'augmentation des salaires est également maintenue. Il n'y a pas encore d'accord sur les licenciements ni sur leur nombre, mais le plan des 39, dont les noms avaient déjà été cités, ne sera pas réalisé tel quel. Le nombre des licenciements prévus a été réduit et les négociations se poursuivent pour parvenir à un nouveau plan avec un accord social négocié, en collaboration avec les syndicats, et avec des possibilités de départ volontaire en retraite anticipée.

*L'article continue en-dessous de la photo.*



Bien sûr, rien n'est jamais acquis. Chez Ashland, après une quatrième restructuration, on ne le sait que trop bien. Les travailleurs sortent de ce combat plus forts et plus soudés. « Nous mettrons en place de nouvelles actions dans les prochaines semaines si cela s'avère nécessaire », entend-on.

Beaucoup de jeunes travailleurs ont appris ce que c'est que de faire grève. Avec ce qu'ils ont obtenu, ils peuvent retourner au travail la tête haute. En même temps, c'est aussi un signal pour les patrons de la chimie d'Essenscia et même pour tous les employeurs. Les dirigeants y réfléchiront à deux fois avant de risquer de perdre des semaines de production en mettant sur la table un plan d'austérité.

---

Peter Mertens : « Il faut interdire les licenciements dans les entreprises rentables »

La grève d'Ashland constitue également un défi pour le monde politique. Peter Mertens, président du PTB : « Les travailleurs ne doivent pas devenir des mouchoirs jetables. Ils doivent au contraire bénéficier d'une meilleure protection. Via une nouvelle loi. Une loi InBev, en référence à la loi Renault. Une loi qui interdit aux entreprises rentables de licencier du personnel. Pour que les entreprises qui réalisent des profits, qui versent des dividendes ou qui constituent des réserves ne puissent pas recourir à des licenciements collectifs. Et pour que le non-respect de cette loi entraîne le remboursement immédiat de toutes les aides d'État, des avantages fiscaux et des réductions de cotisations sociales. Ainsi pourrions-nous protéger l'industrie et les emplois. »

Le 19 février 2020, le PTB a déposé cette proposition de loi InBev.

## 2.5. *De la marge pour augmenter les salaires ? On a cherché et on a trouvé<sup>9</sup>*

Rédaction en ligne - 19 février 2021

**Bonne nouvelle ! Il est possible d'augmenter les salaires. Imposer un plafond extrêmement bas de 0,4 % aux augmentations de salaires pour les deux prochaines années devient de plus en plus difficile, car un certain nombre d'entreprises publient d'excellents résultats. Après une année de crise du coronavirus, il semble y avoir un nombre surprenant de**

---

<sup>9</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 19 février). *De la marge pour augmenter les salaires ? On a cherché et on a trouvé*. Consulté le 20 mars 2021 sur [https://www.ptb.be/o\\_trouver\\_de\\_la\\_marge\\_pour\\_augmenter\\_les\\_salaires\\_on\\_a\\_cherch\\_et\\_on\\_a\\_trouv](https://www.ptb.be/o_trouver_de_la_marge_pour_augmenter_les_salaires_on_a_cherch_et_on_a_trouv)

## **gagnants dans une série de secteurs. L'argent coule à flots, en direction des actionnaires, bien sûr, et non des travailleurs.**

Prenez les grandes surfaces. Carrefour a annoncé une augmentation de 17,9 % de son bénéfice net. Celle-ci a été réalisée grâce aux efforts de milliers de héros et héroïnes de la crise du coronavirus. Ils ont veillé à ce que nos produits de première nécessité se retrouvent chaque jour dans les rayons, malgré les risques de contamination.

Ahold Delhaize a également très bien gagné. Mais cette semaine, la société a décidé de récompenser ses actionnaires en premier lieu. Ils bénéficieront d'une augmentation immédiate du dividende de 18 %. Et les héros du coronavirus devraient se contenter d'un maximum de 0,4 % pour les deux prochaines années ?

### **On peut payer des augmentations de salaire**

De nombreuses entreprises font des bénéfices et versent des dividendes élevés. Des augmentations de salaire de plusieurs pour cent sont abordables financièrement. C'est une question de choix : récompenser les actionnaires ou les personnes qui travaillent ? Examinons quelques exemples.

- ArcelorMittal Belgique a fait, en 2020, après la clôture de l'exercice précédent, cadeau de 300 millions d'euros à sa société mère. Nous avons calculé qu'une augmentation de salaire de 5 % coûterait 30 millions d'euros. C'est donc parfaitement réaliste. Pour moins de 20 millions d'euros, ils peuvent déjà accorder une augmentation de salaire de 3 %.
- Ikea Belgium a réalisé un bénéfice net de 49 millions d'euros à la fin de l'année 2020. La direction a immédiatement transféré cette belle somme à la société mère. Nous avons calculé qu'une augmentation de 5 % pour le personnel ne coûterait qu'un cinquième des dividendes, soit 9,5 millions d'euros. Ce serait un beau signe de reconnaissance pour ces travailleurs.
- Umicore a annoncé fièrement un bénéfice record de 536 millions d'euros pour 2020, réalisé notamment grâce à l'usine de Hoboken. La direction prévoit encore plus de profits en 2021. Ils pourraient récompenser les employés par une augmentation de 5 % pour un coût de moins de 15 millions. Qu'attendent-ils pour le faire ?
- En 2020, Brico Belgium a réalisé un bénéfice de 152 millions d'euros. Il est possible d'augmenter les salaires de 5 % pour moins de 5 millions d'euros.
- Ageas, la société mère d'AG Insurance, a versé 569 millions d'euros à ses actionnaires dans le courant de l'année 2020. Nous avons calculé qu'une augmentation de salaire de 4 % coûterait à peine 15 millions d'euros. En d'autres termes : les actionnaires encaisseraient encore 97 % des bénéfices après une telle augmentation de salaire.
- Après une bonne année 2019; les géants de la chimie BASF et Bayer versent respectivement 2,7 milliards et 3 milliards d'euros à leurs actionnaires. Toutefois, si on accordait une augmentation de salaire de 5 % aux héros du coronavirus de ces entreprises à l'échelle mondiale, cela ne leur coûterait respectivement que 138 et 546 millions d'euros.

- En 2020, Colruyt a engrangé un bénéfice de 511 millions d'euros et a offert à ses actionnaires un dividende de 183 millions d'euros. Une augmentation de salaires de 5 % réduirait les bénéfices de 67 millions d'euros. Mais il en resterait encore plus qu'assez pour les actionnaires.

- Le groupe Volvo, qui possède entre autres une grande usine de camions à Gand, vient de décider de gâter ses actionnaires en leur versant un dividende record de 3 milliards d'euros en 2021. Nous avons calculé le coût d'une augmentation salariale de 5 % pour les 104 000 personnes qui y travaillent à l'échelle mondiale. Résultat : cela reviendrait à 240 millions d'euros. Cela reste donc très abordable. Et si l'on n'accorde qu'une augmentation de 5 % au personnel belge, on parle d'à peine 12 millions d'euros. Une augmentation de 2 % coûterait même moins de 5 millions d'euros.

## La plainte de la FEB

La FEB affirme « qu'aucun secteur n'a été sauvé et qu'ils sont tous dans le rouge ». Les patrons flamands du Voka réagissent également avec véhémence aux revendications syndicales d'augmentations des salaires. « C'est du délire de croire que dans certains secteurs, pendant cette crise, d'aucuns ont gagné des tonnes d'argent », prétendent-ils.

Ces patrons ont-ils bien regardé les résultats et les profits des grandes entreprises récemment ? Les chiffres racontent une toute autre histoire. Certains secteurs et multinationales profitent royalement de la crise et encaissent beaucoup d'argent.

Et pourtant, le Voka affirme : « Une forte augmentation des salaires au milieu de la plus grande crise depuis la Seconde Guerre mondiale serait une mauvaise idée. » C'est pourquoi ils demandent le strict respect du plafond salarial de 0,4 %... pour les travailleurs, bien sûr. Parce que pour les actionnaires, il n'existe pas de plafond.

## Des augmentations de salaires pour sortir de la crise

Se cacher derrière la crise pour bloquer les augmentations salariales n'a aucun sens dans de nombreuses entreprises, comme nous l'avons montré avec les exemples ci-dessus. Mais de plus, geler les salaires n'a aucun sens sur le plan social ou économique.

Le président du PTB, Peter Mertens, l'exprime en ces termes : « Sortir de la crise dépendra du pouvoir d'achat de la majorité des gens. Et les travailleurs y ont droit. En cinq ans, 40 milliards d'euros sont passés des poches des travailleurs à celles des actionnaires. Et pourtant, ce sont bien les travailleurs, et non les actionnaires, qui produisent la richesse. Il est temps d'augmenter sérieusement les salaires, de 5 à 6 %, comme le réclament également les syndicats aux Pays-Bas et en Allemagne. Après cette pandémie, c'est on ne peut plus logique. »

## Liberté de négocier de véritables augmentations de salaires

Les syndicats négocient actuellement un accord salarial, appelé Accord interprofessionnel, ou AIP. Ils veulent que les employeurs assouplissent le plafond salarial de 0,4 %. Ils réclament la liberté de négocier de véritables augmentations de salaires. Mais les employeurs tiennent bon. « La loi, c'est la loi », disent-ils.

Ce sont pourtant les travailleurs qui créent la richesse. Lors de la journée d'action du 12 février, la classe travailleuse a montré qu'elle n'acceptait pas la marge salariale imposée de 0,4 % maximum. Une autre journée nationale d'action aura lieu le 25 février.

Des miettes, pas question ! Signez maintenant pour une véritable hausse des salaires.

Il faut donner de l'oxygène à l'économie en augmentant le pouvoir d'achat. La loi doit être modifiée pour permettre de véritables augmentations de salaire, sans plafond.

**Signez la pétition : [www.ptb.be/miettes-pas-question](http://www.ptb.be/miettes-pas-question)**

### 3. Ensemble 3 : discours en réaction, issus de la page Facebook du PTB

#### 3.1. Message du 28 février 2021, 09h31<sup>10</sup>

Malgré les recommandations de la commission Publifin qui demandaient l'écartement de Stéphane Moreau, les partis traditionnels se sont entendus pour qu'il reste. Avec à la clé, un détournement de 18 millions d'euros. On ne lâche rien pour avoir toute la clarté sur ce dossier et pour obtenir des intercommunales transparentes et au service des citoyens.

👉 Ce jeudi 4 mars, à 19h30, Damien Robert et Germain Mugemangango lèvent le voile sur les dessous de l'affaire Nethys.

👉 Cliquez ici pour vous inscrire au live : <https://bit.ly/3aNjWBW>

#### 3.2. Message du 27 février, 15h00<sup>11</sup>

PS-Ecolo-MR ont rejeté une nouvelle proposition d'aides directes du PTB pour celles et ceux qui n'en ont pas eu. Elle était pourtant soutenue par l'opposition...

« D'un côté, ils parlent depuis des semaines d'un soi-disant "printemps culturel", et de l'autre, ils laissent crever des milliers d'artistes et techniciens, pointe Amandine Pavet, députée PTB au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. La réouverture est vitale mais ne réparera pas les conséquences d'une année sans travail et sans soutien. C'est pourquoi nous continuons le combat. »

#### 3.3. Message du 24 février, 20h02<sup>12</sup>

Alicia, comédienne nous a confié : « On vit tous les 3 avec 1 300 €/mois depuis mars 2020. Nous n'avons pas accès à certaines aides dont les amis artistes bruxellois bénéficient. On ne comprend pas pourquoi. »

On ne comprend pas non plus... Le PS, le MR et Ecolo ont une nouvelle fois voté contre la mise en place d'une aide directe pour les travailleurs de la culture.

---

<sup>10</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 28 février, 9h31). [Publication]. Facebook. Consulté le 16 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/ptbbelgique>

<sup>11</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 27 février, 15h00). [Publication]. Facebook. Consulté le 16 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/ptbbelgique>

<sup>12</sup> Parti du Travail de Belgique. (24 février 2021, 20h02). [Publication]. Facebook. Consulté le 16 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/ptbbelgique>

Nous nous battons depuis des mois pour leur apporter une aide directe. Mais le parlement wallon et celui de la Communauté française se renvoient la balle des compétences.

Aujourd'hui nous avons défendu une nouvelle proposition, qui dépasse les blocages institutionnels et demande la concertation entre les deux gouvernements pour trouver une solution. Puisqu'il s'agit de la même majorité dans les deux gouvernements, cela ne devrait pas être trop compliqué, L'opposition nous a soutenu, estimant que notre demande est de bon sens. Mais même ça, la majorité l'a refusé. Résultat: des milliers d'artistes et de techniciens sont laissés sur le carreau depuis un an, sans aide et sans pouvoir travailler.

En plus, ce que le PS et Ecolo ont mis en place par deux fois à la Région bruxelloise, ils refusent aujourd'hui de l'instaurer en Wallonie. Conséquence : les travailleurs de la culture en Wallonie sont aujourd'hui les seuls à n'avoir reçu aucune aide directe.

Les dizaines de témoignages que Amandine Pavet, députée PTB, a relayés au Parlement le prouvent :

Auriane : « Mes revenus mensuels depuis la fin de la crise sont de 450€ par mois. Je trouve ça juste honteux qu'il n'y ait pas d'aide directes en Wallonie. »

Dan : « Je touche maintenant 1000€ au chômage.. avant j'en avais 2000€ j'ai toujours mon statut d'artiste.. mais pour combien de temps ? »

Laurent : « Je n'ai pas eu accès à un chômage temporaire ou statut d'artiste. Je touche 900€ par mois, le CAS, c'est galère. La Wallonie n'a rien mis en place, ou alors je n'ai pas eu l'information. »

Karim : « Je n'ai aucun revenu mensuel. Je survis parce que je suis retourné vivre chez ma mère, qui habite Liège. Je cherche du travail autant que possible. Qu'il n'y ait pas eu d'aides directes en Wallonie, c'est une honte. »

### 3.4. Message du 24 février, 11h59<sup>13</sup>

Quel scandale ! La ministre socialiste des Pensions, Karine Lalieux, veut aller chercher l'argent pour augmenter les pensions ... chez ceux qui ont pris une pension complémentaire.

Mais, si les Belges ont pris des pensions complémentaires, c'est bien parce que nos pensions légales sont les plus basses en Europe, et ce après 20 ans de ministres des Pensions PS sur les 25 dernières années.

Qu'on aille plutôt chercher l'argent là où il se trouve en faisant payer les grandes fortunes et les multinationales. #TaxeDesMillionnaires

### 3.5. Message du 12 février, 12h52<sup>14</sup>

Patrons et gouvernement veulent bloquer les salaires. Mais la classe des travailleurs mérite le respect, et elle ne manque pas de le rappeler. Aujourd'hui, elle a fait savoir qu'elle refusait le « zéro virgule une miette » d'augmentation maximale de salaire qu'on veut lui imposer.

Diverses actions de sensibilisation ont été organisées dans tout le pays. Avec des distributions de tracts, des assemblées du personnel, des points d'information et des piquets de grève dans un très grand nombre d'entreprises (dans la distribution, le métal, l'industrie pharmaceutique, le gardiennage...). Les secteurs du nettoyage, des entreprises de travail adapté et des titres-services se sont aussi mobilisés. En particulier dans la région de Charleroi, où une caravane de voitures s'est formée pour réclamer un salaire minimum de 14 euros de l'heure.

---

<sup>13</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 24 février, 11h59). [Publication]. Facebook. Consulté le 16 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/ptbbelgique>

<sup>14</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 12 février, 12h52). [Publication]. Facebook. Consulté le 16 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/ptbbelgique>

Une première journée nationale de sensibilisation et d'action réussie, donc. Qui a montré que les profits sont là, que les actionnaires empochent des dividendes et que les travailleurs et travailleuses du pays n'ont pas à se contenter de miettes. Elle sera suivie d'une prochaine journée d'actions nationale le 25 février.

« Ce ne sont pas les actionnaires qui ont fait tourner les affaires pendant la crise, a rappelé Cédric de chez Brico. C'est nous. On a le droit de voir notre salaire augmenter. »

👉 Donnons de l'oxygène à l'économie, en augmentant le pouvoir d'achat. La loi doit être modifiée, afin que des augmentations de salaire réelles soient possibles, sans plafond. Signez la pétition : <https://www.ptb.be/miettes-pas-question>

### 3.6. Message du 9 février, 20h30<sup>15</sup>

Quel culot...

TOUS les partis traditionnels ont critiqué la fermeture de 44 guichets par la SNCB. Mais leurs représentants au Conseil d'administration viennent pourtant de confirmer la fermeture de ces guichets.

Heureusement, les usagers et les cheminots peuvent compter sur le PTB pour continuer le combat pour maintenir ces guichets ouverts.

Signez la pétition 👉 <https://bit.ly/3tEmv0u>



### 3.7. Message du 27 janvier, 19h00<sup>16</sup>

« Ce gouvernement dit qu'il va augmenter les pensions, mais ma pension a diminué ! » Des messages de citoyens en colère qui ont vu leur pension réduite, comme celui-là, nous en avons reçu plein ce mois-ci.

« Pas d'inquiétude, dit le Service des pensions. Nous ne faisons qu'augmenter la retenue à la source, ce qui signifie que vous devrez payer moins d'impôts en 2022, ou en récupérer plus. »

Pas d'inquiétude ? Comment peut-on être aussi cynique ? Si vous enlevez 20 ou 30 euros d'une pension de 1 300, oui, cela fait une différence pour de nombreux retraités. Même s'ils récupèrent cet argent un an plus tard. Nous avons besoin de toute urgence d'une augmentation significative des pensions, et non d'une diminution.

<sup>15</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 9 février, 20h30). [Publication]. Facebook. Consulté le 16 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/ptbbelgique>

<sup>16</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 27 janvier, 19h00). [Publication]. Facebook. Consulté le 16 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/ptbbelgique>

#### 4. Ensemble 4 : discours à l'initiative du parti, issus de la page Facebook du PTB

##### 4.1. Message du 25 février, 17h05<sup>17</sup>

Les gens qui décident ne savent pas ce qui se passe sur le terrain. À l'heure actuelle, si les travailleurs doivent survivre avec le peu qu'ils ont, ça ne va pas aller. Encore ce matin, l'essence a augmenté. Ça veut dire que, pour aller travailler, les travailleurs doivent dépenser plus de pognon, sans que les patrons soient obligés de les rémunérer plus. Pourquoi faut-il augmenter les salaires ? Pour vivre, tout simplement.

##### 4.2. Message du 20 février, 16h21<sup>18</sup>

#StillStanding : total soutien au secteur ainsi qu'à tous les travailleurs et travailleuses de la culture mobilisés aujourd'hui ❤️

Derrière la culture, c'est non seulement des dizaines de milliers d'artistes et de techniciens touchés, mais c'est aussi ce qui fait sens dans notre société, ce qui est indispensable à nos vies. Comment la culture peut-elle être autant oubliée des gouvernements ? Comment est-ce possible qu'on puisse se retrouver aujourd'hui à 15 dans un église mais pas pour écouter un concert ? Il faut des perspectives et un soutien pour tous les acteurs de la culture.

👉 Retrouvez ici la proposition que nous allons défendre avec le PTB au parlement de la Fédération Wallonie Bruxelles ce mercredi 24 février : <http://archive.pfwb.be/1000000020cb070>

##### 4.3. Message du 14 février, 17h17<sup>19</sup>

« Quand j'ai un souci sur la ligne je suis bien content d'avoir des réponses au guichet ! »

Voilà ce qu'un navetteur nous a confié lors de l'action du PTB à Jambes (Namur).

A Liège, Ronse, Jambes, Poperinge... les membres du PTB étaient en action contre la fermeture d'1/3 des guichets, décidée par la direction de la SNCB (où sont représentés TOUS les partis traditionnels) et le ministre Ecolo de la Mobilité, Georges Gilkinet.

Faisons revenir les partis traditionnels sur leur décision car les guichets sont nécessaires pour maintenir de la vie, de la chaleur humaine dans nos gares.

Signez notre pétition : [https://www.ptb.be/pour le maintien des guichets dans nos...](https://www.ptb.be/pour_le_maintien_des_guichets_dans_nos...)

---

<sup>17</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 25 février, 17h05). [Publication]. Facebook. Consulté le 16 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/ptbbelgique>

<sup>18</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 20 février, 16h21). [Publication]. Facebook. Consulté le 16 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/ptbbelgique>

<sup>19</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 14 février, 17h17). [Publication]. Facebook. Consulté le 16 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/ptbbelgique>

#### 4.4. Message du 10 février, 20h45<sup>20</sup>

Luc Partoune (PS), directeur de l'aéroport de Liège, est accusé de faits de corruption, d'emplois fictifs et de marchés publics truqués. Pendant qu'il se remplit les poches, des centaines de travailleurs du même aéroport craignent de perdre leur emploi.

L'affaire est grave ! Malgré un audit qui l'impliquait déjà en 2009, il a pu se maintenir à son poste via une transaction pénale et le soutien des partis traditionnels. Honte à cette fausse gauche qui mange du caviar sur le dos des travailleurs. Avoir un mandat dans une initiative industrielle publique, cela devrait être pour servir, pas pour se servir.

Toute la transparence doit être faite. Il est vraiment temps d'avoir des entreprises publiques réellement démocratiques.

Vidéo en lien : <https://fb.watch/4gOtKeE6jL/>

#### 4.5. Message du 8 février, 15h00<sup>21</sup>

En avril, le PTB a proposé au Parlement un remboursement complet des factures d'hôpital dues au Covid. Mais les autres partis n'ont pas suivi.

Michel est un rescapé du coronavirus. En mars, ce pensionné, pourtant en bonne santé, contracte le virus et doit être hospitalisé d'urgence aux soins intensifs. Il passe deux mois à l'hôpital. Heureusement, il s'en sort, non sans séquelles. Mais quelques mois plus tard, c'est un deuxième coup de massue qui s'abat sur lui : Michel doit payer 2 100 euros de frais d'hôpital. Les factures s'amoncellent, les menaces d'huissiers aussi. Avant même que le remboursement de la mutuelle n'ait eu lieu. Michel doit donc emprunter pour payer ses soins.

« Le cas de Michel montre les faiblesses du système, affirme Sofie Merckx, députée PTB et médecin de Michel à Médecine pour le Peuple. C'est scandaleux qu'un hôpital fasse appel à une société de recouvrement avant même que le patient ait reçu son remboursement de la mutuelle. Le gouvernement va-t-il agir pour interdire ce type de procédé ? »

#### 4.6. Message du 4 février, 17h09<sup>22</sup>

Pfizer va faire 25 à 30 % de profit sur le vaccin. Et le brevet qu'il a dessus empêche une production de ce vaccin partout dans le monde. Est-ce normal ? Non. Notre santé doit passer avant le profit des monopoles privés pharmaceutiques. Faisons du vaccin un bien public, comme le demande une coalition de 100 pays dans le monde et déjà des milliers de citoyens en Europe.

👉 Soutenez vous aussi l'initiative citoyenne européenne : [noprofitonpandemic.eu/fr/](https://noprofitonpandemic.eu/fr/)

---

<sup>20</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 10 février, 20h45). [Publication]. Facebook. Consulté le 16 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/ptbbelgique>

<sup>21</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 8 février, 15h00). [Publication]. Facebook. Consulté le 16 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/ptbbelgique>

<sup>22</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 4 février, 17h09). [Publication]. Facebook. Consulté le 16 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/ptbbelgique>

## 5. Ensemble 5 : discours en réaction, issus de la chaîne YouTube du PTB<sup>23</sup>

### 5.1. *Ensemble, on va s'en sortir*<sup>24</sup>

[Raoul Hedebouw]

Chers amis, chers camarades,

Les cafés et les restaurants ont dû fermer. Notre vie sociale a dû s'arrêter. Des milliers de travailleurs craignent pour leur emploi et leur avenir. La deuxième vague est un fait. Nous allons être confrontés à des mois difficiles. Nous allons nous en sortir, mais tous ensemble.

Les gens me demandent : « oui mais Raoul, aurions-nous pu éviter ce lockdown de notre vie sociale ? » La réponse est oui. Si les ministres avaient pris la deuxième vague au sérieux dès le début, si notre système de testing avait fonctionné, si le gouvernement avait mis les moyens pour trouver les sources de contamination, si nous avions appris des pays asiatiques des pays où ils ont gagné la guerre contre le virus. Aujourd'hui nous naviguons tout simplement à l'aveugle.

Les cafés les restaurants doivent fermer mais les bus sont pleins à craquer. Les écoles et les entreprises restent ouvertes, mais nous, nous savons grâce aux recherches dans nos maisons médicales de Médecine pour le Peuple que c'est là que de nombreuses personnes ont été infectées. « L'économie doit continuer à fonctionner », disent-ils. Mais c'est notre vie sociale qui doit être mise en veilleuse.

Beaucoup de gens sont en colère. Et je la comprends cette colère. Nous sommes obligés de choisir entre notre travail et notre vie sociale et c'est absurde. Il n'est pas normal que nous soyons confrontés à ce choix. L'élite politique porte une lourde responsabilité, mais nous sommes ceux qui en souffrent de leur faute.

Tout le système s'est écoulé. Nous vivons dans l'un des pays les plus riches au monde. Mais aujourd'hui, les personnes qui ne présentent pas directement des symptômes clairs du corona ne sont même plus testées. C'est vraiment un scandale.

Dès le mois d'avril pourtant, la députée du PTB Sophie Merckx a demandé au Parlement de créer plus de sorts de testing, d'avoir plus de laboratoires et de préparer ce qui allait arriver en automne. Mais ils ne sont pas écoutés. Mais si on teste plus les gens, on déroule en fait le tapis rouge pour le virus. Le gouvernement porte une lourde responsabilité à cet égard.

Le gouvernement doit maintenant prendre des mesures pour protéger les travailleurs. Nous voulons pouvoir travailler en toute sécurité, avoir une protection maximale. Nous voulons renforcer l'inspection sociale, afin qu'un véritable contrôle soit possible sur le terrain. Il s'agit de notre santé et de nos vies.

---

<sup>23</sup> Les discours des ensembles 5 et 6 sont oraux et diffusés sur un support audiovisuel. Ils sont accompagnés de sous-titres intégrés à la vidéo et créés par les producteurs des discours. Ceux-ci transmettent le discours qui est prononcé et le ponctue. Afin de transcrire ces discours dans cette annexe, nous avons choisi de reprendre ces sous-titres dans un texte suivi pour chaque discours au lieu d'utiliser des normes de transcription généralement en vigueur à l'UCLouvain pour les corpus oraux. En effet, ceux-ci rendent compte de la ponctuation voulue par les émetteurs des discours et ils nous semblent représentatifs du sens imaginé par ceux-ci. De plus, ces discours oraux paraissent davantage être des oralisations de discours écrits, qui transparaissent à travers les sous-titres, que des discours spontanés. Par ailleurs, nous avons conservé les marques de l'oral comme les « hein », ainsi que les constructions de phrase qui ne répondent pas aux normes linguistiques de l'écrit mais qui sont fréquentes à l'oral comme l'omission du « ne » de négation parce qu'elles font partie intégrante des discours. Concrètement, s'il n'y a qu'un intervenant dans le discours, nous indiquerons son identité au début de celui-ci entre crochets ; sinon, nous indiquerons celle des intervenants à chaque prise de parole. Enfin, les précisions sur le contexte situationnel du discours seront quant à elles indiquées entre parenthèses.

<sup>24</sup> Parti du Travail de Belgique. (2020, 10 octobre). *Ensemble, on va s'en sortir*. [Vidéo]. YouTube. Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.youtube.com/watch?v=oLHgpzmzPDK>

Nous voulons que les personnes qui doivent être mises en quarantaine ou en chômage économique à cause du corona soient payées à 100% de leur salaire. Les ministres qui sont en quarantaine continuent à gagner leurs dix mille euros par mois. Pourquoi ce deux poids deux mesures ? Les travailleurs, eux aussi, ont droit à ne pas perdre 30% leur salaire. Car ce n'est pas à nous de payer la facture de ces politiciens foireux.

Je pense particulièrement au personnel soignant aujourd'hui. À ses héros invisibles qui mènent aujourd'hui une nouvelle guerre contre le virus, dans les hôpitaux et les maisons de repos. Et ils me disent : « ils nous ont oubliés, là-haut. » Les blouses blanches de l'hôpital Erasme de Bruxelles ont protesté lundi devant l'hôpital. Et ils disaient : « nous avons assez de gants mais nous manquons de mains. »

Depuis sept mois déjà, le PTB exige plus de moyens et de personnel dans les soins de santé. Depuis sept mois déjà, nous disons qu'il faut débloquer cet argent maintenant. Pour la deuxième vague. Mais en sept mois, rien n'a changé. Pourtant, un soignant sur cinq envisage d'arrêter. Un soignant sur deux dit qu'il est surmené. Les blouses blanches ne demandent pas des applaudissements, mais elles demandent des meilleurs salaires, du soutien et du personnel supplémentaire. Or, le nouveau ministre de la Santé a osé dire qu'on ne pouvait pas débloquer des fonds du jour au lendemain. Alda Dalla Valle, infirmière et présidente de la Fédération nationale des Infirmières lui a répondu sur une onde à la radio. « Pour une population sinistrée, on débloque des fonds immédiatement », qu'elle dit. Aujourd'hui, on doit considérer le personnel soignant comme une population sinistrée.

Le gouvernement doit agir maintenant. Il faut débloquer de l'argent pour le secteur la santé. Le soutenir tout de suite avec du personnel supplémentaire dans les hôpitaux, dans les centres de test, chez les médecins, dans la maison de repos. Prenons soin de nos soignants. On ne pourra gagner contre ce virus qu'avec de la solidarité. Le virus ne s'arrête pas à la frontière linguistique. Qu'on soit de Liège, de Bruxelles ou de Gand, nous devons nous en sortir ensemble. Ensemble, nous pouvons vaincre ce virus. Prenons bien soin des autres.

## 5.2. *Que vaut la Vivaldi ?*<sup>25</sup>

[Raoul Hedebouw]

Voilà, donc, on est en plein dans les débats sur la déclaration gouvernementale de la Vivaldi. Alors, je vais [*sic*] pas tourner autour du pot : pour le PTB, l'accord de gouvernement des partis traditionnels est quand même vraiment décevant. On s'était attendu à avoir une rupture avec les politiques du passé. Le signal de l'électeur était quand même clair il y a un an et demi : on voulait avoir une véritable rupture, notamment par le vote PTB. Or, qu'est-ce qu'il apparaît ? En fait, on continue la politique de la Suédoise de Charles Michel. On maintient l'âge de la pension à 67 ans alors que les gens voulaient le retour à la pension à 65 ans. On s'est battu pour une pension minimale à 1500 euros net. Qu'est-ce qu'il apparaît ? En fait, c'est 1500 brut, et encore, dans quatre-cinq ans avec 45 ans de carrière hein... Faut savoir que 90 % des femmes n'obtiennent pas ces 45 ans de carrière. On nous avait promis une taxation sur le grand capital. Il était « temps d'arrêter de faire payer les travailleurs »... Il n'y a rien dans l'accord gouvernemental qui a dit qu'on va aller chercher de l'argent réellement sur le capital. Donc franchement, cet accord, il est vraiment décevant.

Alors il y a aussi des points évidemment positifs aussi dans cet accord. Parce que y'a pas tout à jeter, notamment la décision d'avoir un budget supplémentaire d'1,2 milliard pour le secteur des soins de santé et une indexation de 2,5 % chaque année. C'est une décision évidemment positive qui a été prise, et qui a été obtenue grâce à la lutte, grâce au combat. Le secteur des

---

<sup>25</sup> Parti du Travail de Belgique. (2020, 2 octobre). *Que vaut la Vivaldi ?* [Vidéo]. YouTube. Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.youtube.com/watch?v=dIyBwytq2Z0>

blouses blanches qui se sont battues, ensemble avec les députés du PTB. Donc, de ce côté-là, je crois réellement que s'il y a une morale de l'histoire qu'on peut tirer, c'est que les points positifs de cet accord, c'est ceux qu'on a été chercher avec la lutte. Et dans tous les autres secteurs on pourra aussi aller les chercher avec la lutte. Alors un autre point positif, c'est que sur quatorze ministres, il y a sept ministres femmes. Je pense que c'était important de donner ce signal aussi, qu'il y a la place pour les femmes en politique. De ce côté-là, c'est positif. Mais là aussi, il faudra voir, est-ce que la politique menée sera une politique pour les femmes ? Ou est-ce que ce n'est que de la façade et de la communication ? Il faudra aussi suivre ça de près. Alors, vous allez pouvoir compter, chers amis, chers camarades, évidemment, sur une opposition dynamique du PTB, une opposition chaleureuse. Pas comme cette opposition de la NV-A et du Vlaams Belang. Ce bloc de droite séparatiste pour qui la seule solution, c'est de diviser le pays, pour qui « c'est de la faute des Wallons, la faute des chômeurs, la faute des immigrés... » Nous, on n'est pas ce type d'opposition-là. Nous, on est une opposition qui sera dynamique, qui sera chaleureuse, une opposition de gauche. Parce qu'on va changer cette société. Le mouvement, il est en marche, chers amis, chers camarades. Il sera en marche dans le Parlement dans les années à venir mais surtout dans la rue avec le mouvement social pour aller chercher les victoires futures contre ce gouvernement de la Vivaldi.

## 6. Ensemble 6 : discours à l'initiative du parti, issus de la chaîne YouTube du PTB

### 6.1. *Notre travail mérite le respect*<sup>26</sup>

[Raoul Hedebouw]

Alors, je reviens ici en direct du piquet des travailleurs de Brucargo à l'aéroport de Zaventem. Et j'y ai rencontré énormément de travailleurs qui m'ont dit : « Raoul comment est-ce que c'est possible ? Pendant toute cette crise du coronavirus, on n'a pas arrêté de bosser. On a déchargé des avions, et des tonnes de marchandises. Et en échange, on n'aurait même pas 0,4% d'augmentation de salaire ? C'est incroyable. » Et ils m'ont dit : « Raoul, tu sais ce qu'il faut dire là-haut, à tous ces politiciens et à ce patronat, c'est que nous ce qu'on veut, c'est du respect. Du respect pour le travail qu'on a fait, du respect pour les risques qu'on a pris pendant cette crise du coronavirus. » Et bien ce message-là, c'est ce message qu'il faut pouvoir transmettre effectivement dans les semaines à venir. Parce qu'effectivement, ce gouvernement le sent, son message ne passe pas, il est sur la défensive et nous pouvons aller à la victoire.

Et surtout, nouvelle positive, c'est que la grève a été très très bien suivie ce matin. Dans toutes des entreprises et des secteurs très différenciés dans le pays. Que ce soit le secteur de la chimie, le secteur de l'alimentation, le secteur du métal, les services publics étaient aussi en partie en grève, le secteur de la distribution évidemment dans plein de différents magasins en Belgique, le secteur des soins de santé. C'était vraiment impressionnant de voir la diversité des secteurs en lutte. Et j'ai reçu beaucoup de messages aussi ce matin je vous voulais un petit peu vous lire pour les relayer. Par exemple ici j'ai des travailleurs de Coca-Cola qui me disent : « Nous avons continué à travailler on ne reçoit rien en retour. Vraiment rien du tout. Que du mépris du patronat. » Ou les travailleurs de BASF à Anvers, qui me disent : « Raoul, nous voulons le respect, c'est ça que nous méritons. Et on doit aussi avoir le respect pour nos salaires. » D'autres camarades me disent à partir de Liège : « 0,4% c'est même pas un Dagobert par mois », m'ont envoyé ces travailleurs de Liège. Autre exemple, les travailleurs de Lidl ce matin qui me disent : « Les jeunes n'ont pas de boulot mais les anciens doivent continuer à bosser, ça ne va pas. » Et

---

<sup>26</sup> Parti du Travail de Belgique. (2021, 29 mars). *Notre travail mérite le respect*. [Vidéo]. YouTube. Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.youtube.com/watch?v=zeOHKcG-J5c>

évidemment, ils ont raison. Et donc tous ces messages évidemment démontrent la détermination des travailleurs ce matin, c'est pour ça que le PTB est à vos côtés, parce qu'on va rien lâcher du combat.

Et donc la grève de ce matin est réellement une véritable réussite. Après les actions de février-mars, on doit poursuivre sur notre mouvement. On sent réellement qu'au niveau des partis de la majorité de la Vivaldi, on ne sait plus sur quelle chaise danser. On ne sait plus quel argument trouver. De plus en plus des fissures se créent au sein même du gouvernement, et bien exploitons ces fissures en continuant le combat.

Et donc ce qu'il faut changer évidemment, c'est cette loi de 96 qui bloque complètement les salaires. C'est la raison pour laquelle j'ai introduit, avec mon camarade Marc Goblet, une proposition de loi qui rend la norme salariale indicative, et non plus impérative comme c'est le cas aujourd'hui. Nous avons aussi avec le PTB introduit une proposition de loi qui rend à nouveau possibles les départs en prépension à l'âge de 58 ans dans les entreprises et le crédit-temps à 55 ans. Parce qu'effectivement, pourquoi faut-il demander aux anciens de travailler de plus en plus longtemps alors qu'en même temps y'a des jeunes qui n'attendent qu'une seule chose, c'est de pouvoir aller au boulot.

Alors le mouvement est en pleine phase montante et le gouvernement et le patronat veulent évidemment diviser pour mieux régner sur les travailleurs. J'ai entendu beaucoup des propositions aujourd'hui du gouvernement pour dire qu'ils veulent rendre possible un bonus, une prime annuelle, une fois, et j'ai entendu énormément de travailleurs me dire ce matin : « Moi, des cacahuètes comme ça, Raoul, j'en veux pas [*sic*]. Ce que nous voulons c'est une vraie augmentation brute de nos salaires pour financer notre sécurité sociale, pour financer des soins de santé, pour financer nos pensions. » Et c'est évidemment une demande tout à fait légitime, pourquoi on ne donnerait pas de l'augmentation brute alors que les dividendes continue à aller dans la poche des actionnaires ? C'est la raison pour laquelle le PTB va soutenir tous les travailleurs, pour aller jusqu'au bout, pour demander réellement des augmentations salariales, et d'avoir une victoire et moi je vous le dis, quand on voit comme ils sont retrouvés là-haut, je pense qu'on peut avoir une victoire.

## 6.2. *Raoul confiné #1*<sup>27</sup>

[Raoul Hedebouw]

Bonjour tout le monde !

Et bien me voici confiné, comme beaucoup d'entre vous, en direct de ma cuisine. C'est l'occasion d'abord de vous dire que vous me manquez beaucoup. On n'a plus l'occasion de se voir en direct, que ce soit en rue, dans le train ou dans les manifs. Mais voilà ! Je m'étais dit que c'était peut-être l'occasion de se fixer un rendez-vous chaque semaine, un « Raoul confiné » pour échanger évidemment de questions politiques, mais aussi de plein d'autres sujets : que ce soit d'espoir, que ce soit des anecdotes, que ce soit comment vous vous en sortez en cette période de confinement ou sur votre lieu de travail. C'est l'occasion aussi de répondre à toutes vos questions hein. N'hésitez pas à me les envoyer en commentaires sous cette vidéo, via message personnel sur la page Facebook, en vous enregistrant vous-mêmes avec la vidéo dans votre GSM. N'hésitez pas à m'envoyer vos questions, j'essaierai d'y répondre toutes les semaines sur cette page Facebook pour un « Raoul confiné ». Allez ! En attendant, on commence : « générique ! » (Musique) Alors, la situation elle est [*sic*] pas simple dans les maisons de repos, évidemment : les personnes vivent en isolement pour éviter que les personnes âgées soient contaminées par le coronavirus et cet isolement évidemment amène beaucoup de

---

<sup>27</sup> Parti du Travail de Belgique. (2020, 8 avril). *Raoul confiné #1*. [Vidéo]. YouTube. Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.youtube.com/watch?v=zL5Fb6LKCag>

solitude, mais j'ai reçu une petite vidéo de mon pote Ben de Borgerhout qui me dit : « 'coute, Raoul, tu sais quoi ? Chez nous, on fait danser nos personnes âgées ! » Je dis : « Mais attends ! De quoi il parle, Ben ? » Et il m'a envoyé cette vidéo : (Vidéo et musique). En tout cas, on peut dire que c'est l'ambiance à Borgerhout ! Et franchement, dans toute la société, c'est quand même super toutes ces initiatives de solidarité, ça fait vraiment chaud au cœur de voir une telle créativité, une telle solidarité dans le peuple. C'est [sic] pas vraiment le cas de ce qu'on voit dans le monde politique, hein...

Parfois, j'ai vraiment envie de bondir. Je voulais vraiment vous partager des histoires qu'on m'a envoyées. Je voulais commencer par Mélanie qui me dit : « Bonjour, je suis aide-ménagère. Mon entreprise était fermée depuis le 18 mars et maintenant, j'apprends que je dois reprendre le travail mercredi sans aucune protection en travaillant chez des personnes âgées, que puis-je faire ? » J'ai reçu le message de Justine qui me dit : « Bonjour Raoul, je me permets de vous contacter au sujet de ma maman qui est infirmière à domicile. Il a été dit que toutes les infirmières indépendantes recevraient 50 masques chacune. Sauf que ma maman a téléphoné à la commune et n'est pas sur la liste ! » J'ai encore reçu le message de Valérie qui m'a dit : « Quand ma grande a entrepris son métier d'infirmière, j'en étais tellement fière, aujourd'hui malheureusement, je me dis tous les jours qu'elle part au front sans armes ni protection. » Un autre message qui m'a beaucoup touché, c'est celui de Pascal qui me dit : « Bonjour, trouvez-vous normal qu'une résidence pour personnes âgées à Anderlecht fournisse 4 masques chirurgicaux par semaine aux aide-soignantes : un pour chaque jour de travail et pour le vendredi, on doit remettre celui du lundi qu'on aura mis à aérer... »

C'est vraiment incroyable ! Continuez à me partager vos témoignages, vos histoires, je ferai le mégaphone. On peut pas passer ce type d'histoires sous silence. Comment peut-on continuer à envoyer nos infirmiers et nos infirmières, nos aide-soignantes au front sans protection, non seulement pour eux-mêmes mais évidemment aussi par peur de transmettre ce virus ? Ça me met vraiment en colère ce manque de tests de dépistage et de masques. Et d'ailleurs, à ce titre, je ne sais pas si vous avez vu le témoignage de cet adjudant de l'armée qui était responsable de la surveillance des réserves stratégiques de masques dans la caserne à Namur et qui nous a révélé ce témoignage édifiant : (Vidéo de Marc Caekebeke, ancien adjudant à la caserne de Belgrade, interview réalisée dans le cadre de l'émission « C'est pas tous les jours dimanche » sur RTL-TVI)

[Marc Caekebeke] « Au total, je vais dire, on avait plus ou moins 60 millions de masques. Il n'y avait pas de date de péremption d'après le rapport des médecins pour les masques chirurgicaux stockés à Belgrade et qui ont été détruits par la suite. »

[Raoul Hedebouw] Marc Caekebeke nous a envoyé d'ailleurs quelques échantillons de ces masques pour nous le prouver et Sofie Merckx a d'ailleurs interpellé la ministre De Block sur ce sujet au Parlement.

(Vidéo d'un échange entre Sofie Merckx et Maggie De Block au Parlement) [Sofie Merckx] Il restait pas moins de 22 millions de masques chirurgicaux, c'est-à-dire de ce type-là, donc avec lesquels on peut effectivement soigner des gens qui n'ont pas de symptômes. Ces 22 millions de masques, j'ai appris que vous et votre cabinet, vous avez donné votre accord pour les détruire en 2018 !

[Raoul Hedebouw] La vérité, c'est que ces stocks de millions de masques ont été détruits pour faire des économies. Vous savez bien ce qu'on disait à l'époque, fin les libéraux, il fallait couper dans les soins de santé. Eh bien, c'est pour cette raison-là qu'on a détruit cette réserve stratégique. Pendant des années, le gouvernement a nié les conseils qui étaient donnés par les experts scientifiques. D'ailleurs, ces documents qui le dévoilent, le PTB les a mis sur la place publique. En 2006, ces scientifiques recommandaient au gouvernement de mettre sur pied une réserve stratégique de 38 millions de masques, dont 6 millions de masques FFP2. En 2009, ils

disent même qu'il faut augmenter la réserve stratégique. Ces experts avertissent aussi : « D'un point de vue éthique, il semble inacceptable d'économiser ces dépenses. »

Ni le gouvernement Leterme, ni le gouvernement Di Rupo, ni le gouvernement de Charles Michel n'ont décidé de renouveler le stock. La ministre De Block a même décidé de détruire toute la réserve stratégique, et le pire, c'est qu'au moment où ils prennent cette décision-là, donc on est en octobre-novembre 2018, ils décident d'investir des milliards dans les F-35. Donc, il n'y avait pas d'argent pour défendre notre santé mais il y avait des milliards pour investir dans les F-35 qui tuent.

Je pense ici à tous ceux qui se battent en première ligne : les infirmiers, les infirmières, les aide-soignantes, les caissières, tous ces métiers qui sont sur le front, vous avez tout mon soutien. Parce qu'il est vraiment important que ceux qui nous protègent soient eux-mêmes protégés. Et pour ça, le PTB met trois propositions en avant. La première, c'est d'obliger les entreprises, particulièrement dans le textile, à produire des masques de protection. La deuxième mesure, c'est de mettre hors course l'ensemble des spéculateurs qui se font du pognon sur la vente de ces masques. Et la troisième mesure, c'est évidemment de réquisitionner l'ensemble des stocks de masques dans les entreprises non essentielles. Il faut que l'État et le gouvernement interviennent. La santé passe avant les profits. Il faut le répéter.

[Esteban] Papa ?

[Raoul Hedebouw] (Quitte la position face à la caméra) Attends. Hop, attendez un petit peu. Ça va Esteban ?

[Esteban] Comment on doit prendre les bananes ?

[Raoul Hedebouw] Les bananes ? Allez, une banane, hop, c'est parti. Deux bananes ?

(Retour face à la caméra avec une coupure) Bon c'est clair, on a un gouvernement qui est défaillant mais les acteurs de terrain se mettent eux-mêmes en marche hein et des milliers de citoyens se sont lancés à la couture. J'ai essayé, mais je dois vous avouer que c'était [*sic*] pas mon fort. Des restaurateurs qui font des repas et qui vont les livrer au personnel soignant. C'est vraiment...respect à cette solidarité. Je me lancerais bien à faire quelques cookies aussi.

(Vidéo insérée) [Membre du personnel soignant] Coucou Raoul ! Merci mais c'est [*sic*] pas la peine.

[Raoul Hedebouw] (Retour face à la caméra) Ok. Des millions d'acteurs se mettent donc en marche sur le terrain et une mention spéciale à tous nos collaborateurs de Médecine pour le Peuple qui mènent le combat contre ce coronavirus sur le terrain. Cette semaine encore, ils ont été dans une maison de repos à Zelzate pour faire un testing généralisé de tous les pensionnaires et de toutes les aide-soignantes qui sont présentes dans cette maison de repos. Et qui était parmi les médecins présents sur le terrain ? Eh bien ma camarade Sophie Merckx, députée du PTB, qui elle aussi a participé à cette opération de testing généralisé dans cette maison de repos. (Insertion d'images de cette opération)

Au PTB, c'est [*sic*] pas de blabla, c'est des actes, et je crois que c'est important en politique. Il est temps aujourd'hui de tester, tester, tester. On doit pouvoir tester les gens, pour savoir s'ils sont positifs au coronavirus de manière à empêcher qu'ils continuent à infecter d'autres gens. C'est très important. Nos laboratoires peuvent produire les tests nécessaires. Le gouvernement doit pouvoir prendre les mesures pour tester un maximum de monde.

Bon, ben pour cette première vidéo de « Raoul confiné », elle touche à sa fin. Je crois que c'est un chouette moment passé ensemble. Donc n'hésitez pas à m'envoyer toutes vos questions, toutes vos réflexions par Messenger, par commentaire sur cette page Facebook. Je voudrais... (Instrument de musique en fond sonore)

(Autre décor : un jardin) J'ai dû sortir hein mais me voilà dans le jardin. C'est peut-être l'occasion aussi de vous partager une petite passion. Comme vous le savez, j'aime beaucoup l'ornithologie. Et bien le confinement est peut-être le moment d'échanger sur la découverte des oiseaux. Et donc on peut parcourir quelques chants ensemble. Le premier chant que vous allez

entendre dans vos jardins, c'est celui des mésanges hein, les charbonnières, les mésanges bleues, c'est les : tulu tulu tulu (imitation de chant d'oiseau). Ça, vous pouvez [*sic*] pas vous tromper. Et puis vous avez le pouillot véloce qui vient de revenir. Le pouillot véloce, vous allez entendre, c'est le : tchif tchaf tchif tchaf tchif tchaf (imitation de chant d'oiseau). Vous allez souvent le voir en haut des arbres. Et puis après, dans les jardins, évidemment, il y a le rouge-gorge, le petit oiseau rouge. Moi, c'est évidemment mon préféré. Là, vous allez entendre ce son très « fluté » comme ça : tulululu (imitation d'un chant d'oiseau). C'est vraiment très très joli. Voilà ! Eh bien, c'est fini pour ce premier vlog et j'espère que vous avez aimé. Ciao !

### 6.3. *La deuxième vague a démarré : agissons maintenant !*<sup>28</sup>

[Germain Mugesangango]

Nous sommes inquiets. Les chiffres en termes de contamination sont en train d'augmenter. On le voit aussi dans les maisons médicales de Médecine pour le Peuple où on rencontre de plus en plus de patients qui sont testés positifs. Les experts le disent : la seconde vague a commencé. Et quelle est la réaction de Maggie De Block et des hommes et femmes politiques de ce pays ? C'est de nous dire que c'est la faute de la population. Bien sûr, il faut respecter les règles sanitaires. C'est vraiment important. Se laver les mains régulièrement, la distance sociale. Mais si la seconde vague n'est pas prise en mains correctement, c'est [*sic*] pas la faute de la population. Ça, c'est la faute du monde politique. Qu'on ait été surpris pour la première vague, c'est une chose. Mais pour la seconde vague, on n'a pas des excuses. Mais si on prend les bonnes mesures, on peut encore arrêter cette seconde vague.

Un, ce dont nous avons besoin c'est d'une unité de commandement. Un centre de décision central. On n'a pas besoin de neuf ministres qui sont soi-disant compétents, mais finalement personne n'est responsable. Comme les experts nous disent, ce dont nous avons besoin, c'est d'un commissaire coronavirus.

Deux, il n'y a plus aucune excuse pour que le dépistage soit si lent. Les gens qui se font tester doivent attendre deux ou trois jours avant d'avoir le résultat. C'est incompréhensible. La capacité totale de test n'est pas utilisée. Il faut qu'elle le soit pour que le dépistage soit plus large et plus rapide.

Trois, le suivi de contact ne fonctionne pas. On a opté pour un suivi de contacts pris en main par un call center éloigné et par des entreprises privées, ça ne fonctionne pas. On n'arrive pas à suivre correctement les gens, à savoir où effectivement ils ont été contaminés. On n'arrive pas à déterminer correctement les clusters. Et pour pouvoir le faire, il faut adopter une autre méthode. Une méthode plus locale, une méthode plus proche des gens. Et c'est pour ça qu'on pense qu'il faut s'appuyer sur les médecins de première ligne, sur les maisons médicales, pour pouvoir faire ce testing de manière beaucoup plus locale. Exactement comme le fait Médecine pour le Peuple là où ils sont actifs, à Anvers par exemple ou à Charleroi. C'est la méthode testing, suivi, confinement. C'est ça qu'il faut appliquer et ça fonctionne.

Et quatre, il y a l'enjeu stratégique des maisons de repos. On sait que c'est là qu'il va y avoir le plus de problèmes et qu'on doit porter le plus d'attention. Et pour le moment, on ne teste pas de manière systématique pour pouvoir protéger la maison de repos et surtout il n'y a pas d'aide fournie au personnel. On sait que le personnel il est actuellement épuisé, c'est ce que dit par exemple le rapport de MSF, il est épuisé et il faut absolument une aide immédiate. Et pas dans quinze jours, pas dans un mois, c'est maintenant, immédiatement, qu'il faut que ces maisons de repos soient aidées en matière de personnel.

---

<sup>28</sup> Parti du Travail de Belgique. (2020, 22 juillet). *La deuxième vague a démarré : agissons maintenant !* [Vidéo]. YouTube. Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.youtube.com/watch?v=f3e1UXGtW8>

Le coronavirus se renforce rapidement. Et les hommes et les femmes politiques de ce pays semblent penser qu'on peut prendre des mesures seulement à la fin des vacances. Or, c'est maintenant qu'il faut agir avec urgence. Les quatre mesures que nous proposons, à savoir un centre unique de commandement, à savoir un dépistage large et rapide, le suivi de contact organisé de manière locale et avec l'aide cinq premières lignes et l'aide en personne aux maisons de repos, la mise en place de ces quatre mesures n'est pas de la responsabilité des gens. Elle est de la responsabilité des hommes et des femmes politiques de ce pays. Il est encore possible d'arrêter cette seconde vague. Il est possible d'éviter un nouveau confinement. Il est encore possible d'éviter les tragédies qu'on a vécues dans les maisons de repos. Mais pour ça, il est temps d'agir. À vous toutes et à vous tous qui nous regardez, profitez bien de vos vacances, prenez soin de vous et de vos proches

## 7. Ensemble 7 : discours en réaction, issus de la page Facebook de deux personnalités du PTB

### 7.1. Message du 27 mars 2021, 15h31<sup>29</sup>

"Poujadiste, n'apporte rien au débat". Magnette cogne contre le PTB dans *Le Soir* aujourd'hui. Il informe les lecteurs du soir qu'il n'a même pas daigné lire ma proposition de loi que j'ai déposée avec Marc Goblet...

Mais c'est toujours le même problème : l'arrogance d'un PS qui refuse de se remettre en question. Comment Magnette explique-t'il que son gouvernement maintient le blocage des salaires, maintient la pension à 67 ans et refuse toujours de taxer réellement les multi-millionnaires ? Pour les travailleurs c'est évidemment des lignes rouges inacceptables.

Magnette dit que « le PTB ne sert à rien » . C'est culotté évidemment de la part d'un parti qui a voté l'exclusion de dizaines [de] milliers de chômeurs. Avec le fond blouses blanches de 400 millions pour les soins de santé nous montrons au contraire qu'on peut décrocher des victoires concrètes ensemble avec les travailleurs. Avec la loi Goblet-Hedebouw pour supprimer le blocage salarial, nous montrons que nous savons faire avancer le débat et nous pouvons faire des compromis, quand ils vont dans le bon sens.

Plus fondamentalement, depuis plus de 40 ans, nous sommes sur le terrain à leurs côtés, dans les entreprises et les quartiers, avec nos groupes et nos maisons médicales. Au lieu de nous adapter aux dogmes libéraux, nous construisons un rapport de force pour faire avancer la gauche.

Le seul point où Magnette a raison, c'est que nous ne sommes pas un parti comme les autres. On ne vendra pas notre programme pour quelques postes de ministres grassement payés. On sait que dans l'histoire les changements réels pour les travailleurs ont toujours du être arrachés d'abord par la lutte sociale et le rapport de force.

Avec ce genre d'attaques, il veut essayer d'étouffer ces débats et la remise en cause anti-capitaliste que nous apportons. Mais s'il croit qu'il va y arriver comme ça, il se met le doigt dans l'oeil les amis. On lâche rien les amis

---

<sup>29</sup> HEDEBOUW, R. (2021, 27 mars, 15h31). [Publication]. Facebook. Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/raoul.hedebouw.be>

## 7.2. Message du 24 mars 2021, 14h53<sup>30</sup>

« Si ça n'a pas marché, c'est que les gens n'ont pas respecté les mesures », ose dire le Ministre Président MR Jeholet à la conférence de presse avec De Croo, Vandenberghe et Di Rupo. Voilà, ce sont une nouvelle fois les citoyens que tous ces responsables politiques pointent du doigt, au lieu d'assumer leurs propres fautes !

Car ce 3e reconfinement, un an après le début de la crise, c'est avant tout un lourd aveu d'échec de TOUS les gouvernements.

On a donc de nouveau assisté à de nouvelles mesures fortes de restriction, qui toucheront la vie sociale, les jeunes et les petits indépendants, mais toujours aussi peu de mesures vis-à-vis des grandes entreprises, où les gens doivent continuer à travailler sans avoir suffisamment de protections (= 40 % des clusters). Pourquoi ce deux poids, deux mesures ?

Sans même parler de la vaccination et des livraisons qui continuent à être totalement chaotiques dans notre pays....

Il est temps aussi de faire passer les intérêts de la population avant les intérêts économiques de certaines multinationales, et de lever les brevets sur les vaccins. 57 % des capacités de production de vaccins ne sont pas utilisés, juste parce que ces multinationales veulent se faire encore plus de fric. Courage à toutes et à tous. On lâche rien.

## 7.3. Message du 19 mars 2021, 13h17<sup>31</sup>

Mais on est où là? Eric Massin, ancien président "socialiste" du CPAS, attaque le CPAS en justice pour prendre de l'argent à cette institution. Institution qui peine déjà à faire face aux nombreuses demandes d'aide, d'indépendants et de travailleurs impactés par des pertes de salaire, en ces temps de crise Covid.

Ce monsieur qui a cumulé les salaires de député (7000 euros net par mois) et de président de CPAS pendant de nombreux mois ou années estime que la limite légale de 150% de revenu d'un parlementaire, qui revient à lui fournir plus de 10.000 euros net de salaire par mois, est trop contraignante. Du coup il essaie de trouver des astuces en matière de calcul de rémunération pour gratter plus...

Si on fait de la politique, on doit le faire pour servir le citoyen et non pas pour se servir sur le dos des citoyens, citoyens précarisés qui plus est vu que l'argent devrait sortir des caisses du CPAS si Eric Massin a gain de cause...

Eric Massin devrait vraiment se reprendre et laisser tranquille cette institution qui vient en aide à nos concitoyens. Je ne comprendrai pas que la Fédé PS de Charleroi n'intervienne pas dans ce sens pour rendre à son affilié le sens des priorités.

<https://www.sudinfo.be/.../lancien-president-du-cpas-de...>

## 7.4. Message du 15 mars 2021, 15h00<sup>32</sup>

Encore un problème dans le processus de vaccination !

Hier débutait la phase 1B de la vaccination. Celle-ci devait englober les plus de 65 ans mais aussi toutes les personnes qui présentent des facteurs de comorbidités. Or qu'apprend t-on ?

---

<sup>30</sup> HEDEBOUW, R. (2021, 24 mars, 14h53). [Publication]. Facebook. Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/raoul.hedebouw.be>

<sup>31</sup> MUGEMANGANGO, G. (2021, 19 mars, 13h17). [Publication]. Facebook. Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/GermainMugemang>

<sup>32</sup> MUGEMANGANGO, G. (2021, 15 mars, 15h00). [Publication]. Facebook. Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/GermainMugemang>

C'est que ces personnes ne seront pas convoquées avant fin mars au plus tôt. Pourquoi ? Parce qu'il y a un contretemps lié à la protection de la vie privée. L'Autorité de protection des données et le Conseil d'Etat avaient en effet rendu un avis défavorable.

Alors que les listes seraient prêtes il n'est pas possible d'envoyer les convocations. Afin de rendre le système légal, un accord de coopération entre l'Etat, les communautés et les Régions doit à présent être signé. Et ça, c'est toujours pas fait... Mais que de temps perdu ! Que de temps perdu, encore une fois à cause d'un manque d'anticipation et à cause de la complexité institutionnelle de notre pays.

[https://www.rtf.be/.../detail\\_phase-1b-de-la-vaccination...](https://www.rtf.be/.../detail_phase-1b-de-la-vaccination...)

## 8. Ensemble 8 : discours à l'initiative de deux personnalités du parti, issus de leurs pages Facebook respectives

### 8.1. Message du 11 mars 2021, 16h02<sup>33</sup>

Des chiffres qui laissent sans voix: 4 Belges sur 10 doivent se serrer la ceinture selon la dernière enquête de la Croix-rouge. 9 sur 10 si on tient compte de souffrance psychologique.

Un an après le début de la crise sanitaire, les effets sur le plan social sont extrêmement inquiétants. Selon la Croix-rouge, 4 Belges sur 10 éprouvent des difficultés financières, au point « qu'ils ont dû faire des sacrifices pour se nourrir ». En cause, notamment, des pertes d'emplois, des baisses de revenus, des refus d'augmentations salariales,... qui se sont directement traduits par une hausse interpellante des appels à un organisme d'aide sociale (au point qu'un Belge sur 5 de moins de 34 a déjà sollicité une telle aide !).

Depuis le début de la crise, nous appelons à une hausse massive des aides d'urgence, à une augmentation des minimas sociaux, au maintien du salaire durant le chômage temporaire, à un moratoire sur les licenciements et à une valorisation du salaire minimum à 14 euros de l'heure. Plus que jamais, ces mesures doivent être adoptées pour répondre à l'urgence sociale.

Nous ne lâcherons pas

### 8.2. Message du 5 mars 2021, 14h28<sup>34</sup>

Les aide-ménagères sont en colère et elles l'ont fait entendre hier dans les rues de Bruxelles. Depuis le début de la crise, elles n'ont jamais cessé de travailler. Elles ont été travailler la boule au ventre par peur d'attraper le Covid. Peur car les clients ne respectent pas toujours les mesures sanitaires et que rien n'est mis en place pour contrôler leur application. Mais c'était ça ou perdre leur salaire. Elles gagnent déjà à peine 11 à 12€ de l'heure. Chaque annulation ou quarantaine est un coup dur. Beaucoup se sont trouvées à devoir choisir entre faire les courses ou payer les factures. Un choix inhumain pour des travailleuses qui font tourner un secteur indispensable pour les familles et beaucoup de personnes âgées.

Aujourd'hui, c'est la goutte de trop. Au lieu de protéger les travailleuses, le gouvernement annonce une fausse "bonne idée" qui permet aux patrons de mettre l'aide-ménagère en chômage économique une demie journée en cas d'annulation de la part du client. Une mesure qui à nouveau rogne encore plus dans le salaire des travailleuses et fait porter le poids à la sécurité sociale. De plus, c'est la porte ouverte à l'ultra-flexibilisation. Une aide-ménagère explique "le

---

<sup>33</sup> HEDEBOUW, R. (2021, 11 mars, 16h02). [Publication]. Facebook. Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/raoul.hedebouw.be>

<sup>34</sup> HEDEBOUW, R. (2021, 5 mars, 14h28). [Publication]. Facebook. Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/raoul.hedebouw.be>

pire c'est que dans certaines boîtes, quand le client annule, nous ne sommes pas du tout payées. C'est un stress constant. On ne sait pas combien on aura à la fin du mois. On ne sait pas si on pourra tout payer"

Il est temps que les aide-ménagères soient respectées et que le salaire minimum soit augmenté à 14€ de l'heure. On ne peut pas d'un côté dire qu'elles sont essentielles et de l'autre ne rien faire pour améliorer leurs conditions de travail. Elles ont tout mon soutien ❤️👊

### 8.3. Message du 29 mars 2021, 19h43<sup>35</sup>

Ce matin, j'ai rendu visite aux travailleurs de l'aéroport de Charleroi qui étaient en grève dans le cadre de la négociation salariale de l'AIP. On a discuté et ils m'ont fait part de leurs inquiétudes sur l'avenir de BSCA. Le ministre wallon des aéroports, le MR Jean-Luc Crucke, et son groupe d'experts, demandent à la direction de l'aéroport d'aller chercher 40 millions d'économies pour relancer la boîte. Les pistes avancées ne rassurent pas. Pour faire ces économies, on irait chercher dans les primes et dans les avantages sociaux des travailleurs. A l'aéroport de Charleroi, les salaires ne sont pas très élevés. Ce qui permet aux travailleurs de tenir ce sont les avantages et les primes qu'ils reçoivent et on veut attaquer ces acquis.

Cet après-midi, Crucke a plutôt confirmé ces craintes. S'il a confirmé sa volonté de sauvegarder le volume des emplois, il ne nous a donné aucune garantie en terme de qualité d'emploi. Il a aussi annoncé qu'il serait prêt à faire entrer le privé à hauteur de 48,5% dans l'actionnariat. On se demande vraiment comment il compte faire pour négocier l'avenir social et écologique de l'aéroport avec une telle minorité de blocage qui agira évidemment en fonction des intérêts à court terme de l'acteur privé. Pourtant, si on veut opérer des modernisations écologiques essentielles ou si on veut opérer un transfert vers d'autres moyens de transport tout en respectant l'accessibilité et l'emploi, il est essentiel que la collectivité garde la plus grande maîtrise de cet outil essentiel qu'est l'aéroport.

### 8.4. Message du 18 février 2021, 9h47<sup>36</sup>

Oui les mains invisibles existent dans le dossier Nethys! Pierre-Yves Jeholet, ministre-président (MR) de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'ajoute à cette liste des "mains invisibles" qui ont entre autre décidé du maintien à son poste de Stéphane Moreau et sa clique malgré les recommandations de la commission Publifin.

Son nom apparaît noir sur blanc dans un rapport de rémunération de "Nethys" à côté de Jean-Claude Marcourt, président du Parlement Wallon (PS), Jean-Pierre Hupkens (PS) et Daniel Bacquelaine (MR). Dans ce rapport il est mentionné qu'au cours de cette réunion tous partageaient "la volonté générale de tenir compte, pour le sort à réserver aux membres du management en place, de l'importante création de valeur économique issue de leur action au profit des actionnaires de l'entreprise".

Donc alors que la commission Publifin demandait clairement le renvoi de Moreau et de sa bande les partis traditionnels voulaient le récompenser... Et c'est manifestement ce qu'ils ont fait puisqu'il est parti avec 18 millions d'euros pour lui et sa clique.

---

<sup>35</sup> MUGEMANGANGO, G. (2021, 29 mars, 19h43). [Publication]. Facebook. Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/GermainMugemang>

<sup>36</sup> MUGEMANGANGO, G. (2021, 18 février, 09h47). [Publication]. Facebook. Consulté le 30 mars 2021 sur <https://www.facebook.com/GermainMugemang>

Donc ces partis trouvent logique qu'une intercommunale comme Nethys soit utilisée pour enrichir des millionnaires comme François Fornieri ou comme Stéphane Moreau au lieu de d'être utilisée pour rendre un service bon marché et de qualité aux citoyens.

Ces personnes citées doivent s'expliquer clairement et faire toute la lumière sur ce qui a été décidé à cette réunion à propos des rémunérations prévues pour Stéphane Moreau et sa clique. On parle tout de même de 18 millions d'euros. Si ce n'est pas le cas, ces personnes doivent être écartées de la vie politique de ce pays car les citoyens ont besoin d'hommes et de femmes politiques qui sont là pour servir le citoyen et non pas pour se servir, ou aider d'autres à le faire, sur le dos des citoyens. <https://www.levif.be/.../article-normal-1393903.html...>